

CONCOURS CANADIEN DE JOURNALISME SIX NOMINATIONS POUR LA PRESSE PAGE A5

cyberpresse.ca

# LA PRESSE

## 4,5 CENTS LE KILOWATTHEURE


EXCLUSIF > CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ AU VERMONT

Hydro-Québec fait « un cadeau à un voisin plus riche »  
HÉLÈNE BARIL LA PRESSE AFFAIRES PAGE 3

### CŒUR DE PIRATE TRIOMPHE À L'OLYMPIA DE PARIS

ARTS ET SPECTACLES  
PAGE 3

Cœur de pirate  
PHOTO ARCHIVES  
REUTERS



## MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

# 120 MINUTES, 100 ARRESTATIONS

Toujours un triste spectacle RIMA ELKOURI PAGE A5

Échaudées par les débordements de l'an dernier, les autorités étaient prêtes, hier, pour la 14<sup>e</sup> marche annuelle contre la brutalité policière. En service : 400 policiers. Un mot d'ordre : agir promptement. PAGES A4 ET A5

### LA PRESSE MONTRÉAL MARCHÉ DE L'ÉQUILIBRE

## L'AUTO

LES NOUVEAUX MODÈLES 2010-2011

# LE PRINTEMPS DE L'AUTOMOBILE

CAHIER SPÉCIAL L'AUTO DANS VOTRE SALON

20 pages de nouveautés. Du plus pratique à l'excentrique.

### EXCLUSIF > ACCOMMODEMENT RELIGIEUX À LA RAMQ

## DÉRAISONNABLE, DIT YOLANDE JAMES

Pour des motifs religieux, une personne peut refuser d'être servie par un homme ou une femme à la Régie de l'assurance maladie du Québec. Une situation qui compromet l'égalité des sexes, estime la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Yolande James. Mais peut-être plus pour longtemps : la Commission des droits de la personne rend public aujourd'hui un avis très attendu sur le sujet. TOMMY CHOUINARD PAGE A7

Yolande James  
PHOTO ARCHIVES  
LA PRESSE

### ACTUALITÉS

## LA FTQ-CONSTRUCTION CONTRE-ATTAQUE

Le DG Richard Goyette est monté au créneau hier et a lancé un avertissement: le syndicat n'a pas l'intention de laisser ternir sa réputation. PAGES A2 ET A3

**Pas très clownesque**  
YVES BOISVERT PAGE A3

**Les gros bras**  
NATHALIE COLLARD FORUM PAGE A16

### CHRONIQUEUR

**Duplicata**  
PIERRE FOGLIA PAGE A6

## OVECHKIN SUSPENDU ASSEZ, DEUX MATCHES?



La Ligue nationale de hockey a tranché : Alex Ovechkin, des Capitals de Washington, l'un des meilleurs joueurs du circuit, sinon le meilleur, ratera deux matches pour avoir poivré contre la bande Brian Campbell, des Blackhawks, dimanche. Une once de bon sens dans un océan de laxisme, estime Jean-François Bégin. Les dirigeants de la LNH n'ont rien appris, croit pour sa part Réjean Tremblay. LISEZ NOS DEUX CHRONIQUEURS EN PAGE 1 DES SPORTS

PHOTO NAM Y. HUH, AP



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**  
À voir tous les coups que se donnent les joueurs de la LNH, on pourrait croire qu'ils sont membres de la FTQ.  
Cliquez sur l'icône pour aller sur mon blogue! [cyberpresse.ca/laporte](http://cyberpresse.ca/laporte)

## HYUNDAI PRIX RÉDUITS

L'ÉVÉNEMENT C'EST LE TEMPS DE CHANGER!

### 0% FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS\*

avec AVEC

|   |   |
|---|---|
| <b>ELANTRA L 2010</b><br>MAINTENANT À PARTIR DE 11 999\$<br>OFFRE À LA LOCATION: 179\$<br>OFFRE À L'ACHAT: 192\$<br>VÉHICULE LE PLUS ÉCONOMIQUE DE SA CATÉGORIE**<br>PLUS GRAND ESPACE INTÉRIEUR DE SA CATÉGORIE*** | <b>SONATA GL 2010</b><br>MAINTENANT À PARTIR DE 17 999\$<br>OFFRE À LA LOCATION: 307\$<br>OFFRE À L'ACHAT: 262\$<br>VÉHICULE LE PLUS ÉCONOMIQUE DE SA CATÉGORIE**<br>PLUS GRAND ESPACE INTÉRIEUR DE SA CATÉGORIE*** |
| <b>ACCENT L 3 portes 2010</b><br>MAINTENANT À PARTIR DE 9 999\$<br>OFFRE À LA LOCATION: 159\$<br>OFFRE À L'ACHAT: 177\$   | <b>SONATA GL 2010</b><br>MAINTENANT À PARTIR DE 17 999\$<br>OFFRE À LA LOCATION: 307\$<br>OFFRE À L'ACHAT: 262\$  |

**BROSSARD HYUNDAI**

www.brossardhyundai.com

8750, boul. Taschereau, Brossard 1 866 359 8325

**GARANTIE 5 ANS** 5 ans/100 000 km  
Garantie globale limitée  
Garantie complète de Hyundai sans franchise.

Les noms, logos, noms de produits, noms de caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Canada corporation et sont utilisés sous licence. Frais d'immatriculation, d'assurances, de RDPRM et toutes les taxes applicables en sus.  
\* Achat ou location. Accent L 3 portes 2010, Elantra L 2010, Elantra touring L 2010, transmission manuelle, avec ajustement applicable au prix de base, détails chez Brossard Hyundai.

## LA FTQ-CONSTRUCTION CONTRE-ATTAQUE

## DÉTRACTEURS PASSÉS

La FTQ-Construction est la cible de nombreuses attaques : on l'accuse de mainmise, d'intimidation, de tordage de bras, voire d'extorsion et de trafic de drogue dans les chantiers du Québec. Hier, son directeur général, Richard Goyette, est monté au créneau et a lancé un avertissement : le syndicat n'a pas l'intention de laisser ternir sa réputation et répondra à toutes les attaques.



ANDRÉ DUCHESNE

Il ne fallait pas se trouver sur le chemin du directeur général de la FTQ-Construction, Richard Goyette, hier matin.

Fâché, déchainé, outré, ce dernier a rejeté avec une verve décapante et une bonne dose de sarcasmes l'ensemble des accusations de mainmise, d'intimidation, de tordage de bras, voire d'extorsion et de trafic de drogue dans les chantiers qui emploient des membres de ce syndicat au Québec.

« Je vais essayer d'être clair le plus possible et essayer aussi de mettre fin à un certain festival des clowns, qui ne sont pas tous dans les cirques », a-t-il balancé au début d'une conférence de presse fleuve.

Pendant 75 minutes, M. Goyette et l'avocat de la FTQ-Construction, M<sup>e</sup> Robert Laurin, ont passé à la moulinette plusieurs personnes. Parmi elles, il y avait l'ancien ministre du Travail Jean Cournoyer, le syndicaliste dissident Ken Pereira, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, le Parti québécois, un chroniqueur politique, l'entrepreneur Jean-Yves Lepage et les médias.

Soulignant que, depuis quelques jours, des gens avaient répandu l'idée que la FTQ-Construction « gérait »

les chantiers québécois, M. Goyette a énuméré point par point les étapes qui mènent à l'ouverture d'un chantier, dont l'embauche des travailleurs, a-t-il fait remarquer, est l'une des dernières. « Il faut être inculte et barbare pour répandre de telles rumeurs », a-t-il déclaré.

Il s'en est longuement pris à Jean Cournoyer, ancien ministre du Travail dans le premier gouvernement Bourassa. Sur le portail Canoë, M. Cournoyer aurait, selon M. Goyette, affirmé que la FTQ

Document à l'appui, M. Goyette a voulu démontrer que la paix règne davantage aujourd'hui que dans les années 70 dans les chantiers. « Cette année, il y a eu six plaintes de discrimination au Ministère. Sous le règne du citoyen Cournoyer, il y en a eu 551 entre 1970 et 1974. Peut-être qu'on fait une meilleure job que vous faisiez à l'époque. »

## Émission Enquête

C'est la diffusion de l'émission *Enquête* à Radio-Canada, le 13 mars dernier, qui a mis

**Richard Goyette a énuméré point par point les étapes qui mènent à l'ouverture d'un chantier, dont l'embauche des travailleurs, a-t-il fait remarquer, est l'une des dernières. « Il faut être inculte et barbare pour répandre de telles rumeurs. »**

avait envoyé 50 travailleurs de Montréal en région pour « tor dre des bras ».

M. Goyette a mis l'ancien ministre, qu'il appelait « citoyen Cournoyer », au défi de démontrer cette allégation. « Si vous n'êtes pas un menteur, si vous n'êtes pas un imposteur, vous allez démontrer que 50 gars de Montréal ont été bougés vers les régions pour supposément prendre des employeurs sur le bras. Si vous ne pouvez pas le prouver, ce n'est pas la FTQ-Construction qui ment, c'est vous. »

le feu aux poudres. Des entrepreneurs et des travailleurs de la Côte-Nord s'y sont plaints de la mainmise de la FTQ-Construction sur les chantiers. L'émission a fait état d'un climat de peur et d'intimidation, de cas d'extorsion et de trafic de drogue.

La diffusion de l'émission a pratiquement coïncidé avec l'annonce du mandat d'arrêt lancé contre Jocelyn Dupuis, ancien directeur général de la FTQ-Construction, pour fraude envers son employeur.

Sur la question de savoir si la FTQ-Construction entend

poursuivre M. Dupuis au civil, l'avocat du syndicat, M<sup>e</sup> Laurin, a répété qu'il fallait rencontrer M. Dupuis afin de départager les factures justifiées de celles qui ne l'étaient pas.

« S'il y a des dépenses qui ne sont pas justifiées, l'instruction que j'ai jusqu'à maintenant est de passer à la deuxième étape », a-t-il indiqué.

Au sujet des allégations d'extorsion et de trafic de drogue, Richard Goyette a été beaucoup plus circonspect dans ses propos, invoquant l'enquête policière en cours. « On croit que la Sûreté du Québec est capable de faire la job, au-delà des mandats politiques, a-t-il dit. Il y a aussi des gens de la Commission de la construction du Québec qui sont au dossier pour, avec l'aide de la SQ, faire la lumière sur ce qui s'est passé sur la Côte-Nord. On va attendre les résultats de l'enquête là-dessus. On ne veut pas s'ingérer. »

Il a cependant vivement réagi aux affirmations de l'entrepreneur Jean-Yves Lepage, qui a déclaré à l'émission *Enquête* que des travailleurs de la FTQ l'avaient menacé. Richard Goyette a affirmé que Lepage faisait fi des règles élémentaires de santé et de sécurité sur les chantiers. Il a lu des extraits d'un rapport de la CSST plutôt accablant sur les agissements de M. Lepage à la suite de la mort d'un travailleur.

## Poursuites en vue

Pour terminer, M<sup>e</sup> Laurin a fait savoir que le syndicat ne tolérerait plus les allégations faites à son endroit et qu'il entendait défendre sa réputation jusqu'en cour.

« Jusqu'à maintenant, la FTQ-Construction a eu une attitude plutôt passive, évitant des remous que pourraient

occasionner des débats judiciaires. Je vous dis et je vous indique en clair que cette période-là est révolue, a-t-il lancé. Il est trop facile maintenant de dire à peu près n'importe quoi sans être pénalisé. Et ça devient une mode. Et ça devient encourageant pour les journalistes les plus professionnels de verser un petit peu dans le sensationnalisme. Autrement, ils sont un petit peu marginaux. On n'a pas beaucoup réagi jusqu'à maintenant. On le fait. Des mises en demeure sont sorties (contre TVA, le *Journal de Montréal* et Paul Arcand). D'autres vont sortir. » Il a notamment indiqué qu'il étudiait minutieusement le contenu de l'émission *Enquête*.

LISEZ L'ÉDITORIAL DE NATHALIE COLLARD, LES GROS BRAS, EN PAGE A16

## NON À UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

En parallèle aux nombreuses attaques lancées hier matin, la FTQ-Construction a clamé haut et fort son opposition à la tenue d'une enquête publique dans le domaine de la construction au Québec. Tant le directeur général Richard Goyette que l'avocat Robert Laurin ont balayé une telle idée d'un revers de main. Pour M. Goyette, une telle commission ne serait qu'un exercice téléguidé. « Pourquoi se soumettre à une telle clownerie? » a-t-il demandé. Quant à M<sup>e</sup> Laurin, il a dit que la FTQ-Construction pourrait être la première organisation à bénéficier d'une réelle enquête des faits. Mais de la façon dont c'est mené, dit-il, il n'en est pas question.

— André Duchesne

## SOMMAIRE

|                     |                  |                  |            |
|---------------------|------------------|------------------|------------|
| Amusez-vous!        | SPORTS 7         | Loteries         | A6         |
| Astrologie du jour  | ARTS 6           | Monde            | A14 et A15 |
| Bourses             | AFFAIRES 6 et 12 | Petites annonces | ARTS 6     |
| Décès               | ARTS 7           |                  | AFFAIRES 4 |
| Forum               | A16 et A17       | Sudoku           | AFFAIRES 4 |
| Horaires télévision | ARTS 4           |                  |            |

## Météo

Ensoleillé. Vents légers, maximum 14, minimum 1. LA PRESSE AFFAIRES 12

## VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

[nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

## UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

## Manifestation au chantier La Romaine

LA PRESSE CANADIENNE ET LE SOLEIL

HAVRE SAINT-PIERRE — Près d'une centaine de travailleurs de la construction ont manifesté à l'entrée du chantier La Romaine, près de Havre-Saint-Pierre, sur la Côte-Nord, exigeant l'embauche d'ouvriers de la région.

Ces manifestants, membres de diverses associations syndicales, se sont pointés dès 5 h hier matin pour dénoncer entre autres la mainmise qu'exercerait Bernard Gauthier, agent d'affaires du local 791 des opérateurs de machinerie lourde de la FTQ, pour contrôler l'embauche.

Les manifestants estiment qu'il y a trop de travailleurs de l'extérieur de la région et souhaitent entre autres l'embauche de gens de Havre-Saint-Pierre, municipalité située à proximité du chantier.

La police était présente aux abords du chantier qui a été finalement peu affecté par cette manifestation à laquelle participaient aussi divers représentants politiques.

Les maires de la Minganie ainsi que la députée de Duplessis, Lorraine Richard, se sont également rendus sur les lieux de la manifestation. Dans un communiqué, le conseil de la MRC de Minganie a dit appuyer les gens de la Minganie qui veulent travailler au complexe La Romaine. « À compétences égales, les travailleurs locaux doivent être embauchés en priorité », a dit le préfet Julien Boudreau.

Un porte-parole de la FTQ a nié qu'il y ait du favoritisme, alors qu'Hydro-Québec, qui s'est dite prête à rencontrer les manifestants — rencontre qui a eu lieu en fin de journée hier —, rappelait qu'elle n'a pas à se mêler de l'embauche qui, dit-elle, comprend déjà 62 % des travailleurs de la région.



PHOTO FANNY LÉVESQUE, COLLABORATION SPÉCIALE  
Près d'une centaine de personnes ont participé hier à la manifestation à l'entrée du chantier La Romaine.

Selon les représentants syndicaux, les travailleurs qui manifestent, pour la plupart, ne sont pas qualifiés et sont aux prises avec des problèmes de dépendance ou de comportement.

Montré du doigt par plusieurs dans ce dossier de l'embauche de travailleurs sur les chantiers de la Côte-Nord, Bernard Gauthier, surnommé « Rambo » donnera sa version des faits ce matin à Sept-Îles. « Je n'ai pas un membre qui vient de l'extérieur de la Côte-Nord sur le chantier Romaine. Je travaille dans leur intérêt », a-t-il affirmé hier.

De son côté, le représentant de l'Association des manœu-

vres interprovinciaux (AMI) à Sept-Îles, Michel Bezeau, a expliqué qu'il avait dû faire appel à de la main-d'œuvre de l'extérieur pour combler les nombreux besoins. « Pour les métiers qui me concernent, tout le monde de la Côte-Nord travaille. Il n'y a qu'un seul foreur en Minganie et il travaille aussi », a-t-il dit.

Michel Bezeau a également réagi hier aux propos qui sont tenus à son égard dans les médias depuis plusieurs jours. Il estime être victime d'accusations gratuites de la part de Radio-Canada, qu'il entend bien poursuivre, mais la société d'État ne serait pas la seule visée.

Collection  
Luxury Light™

CHÂTEAU D'IVOIRE  
JOAILLIERS

2020 Rue de la Montagne (514) 845-4651 [www.chateaudivoire.com](http://www.chateaudivoire.com)

# À LA MOULINETTE



Le directeur général de la FTQ-Construction, Richard Goyette, ne cachait pas sa colère hier, lors d'une conférence de presse de 75 minutes.

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

« On a 50 morts et 8000 blessés par année et tout le monde s'en câlice. J'aimerais qu'un jour on respecte les travailleurs de la construction pour ce qu'ils sont et pour ce qu'ils font. »

— Richard Goyette, directeur général de la FTQ-Construction

« Je n'ai pas un membre qui vient de l'extérieur de la Côte-Nord sur le chantier Romaine. Je travaille dans leur intérêt. »

— Bernard Gauthier, agent d'affaires de la FTQ-Construction sur la Côte-Nord

« Jusqu'à maintenant, la FTQ-Construction a eu une attitude plutôt passive, évitant des remous que pourraient occasionner des débats judiciaires. Je vous dis et je vous indique en clair que cette période-là est révolue. »

— M<sup>e</sup> Robert Laurin, avocat de la FTQ-Construction

## Pas très clownesque



YVES  
BOISVERT  
CHRONIQUE

À total, la FTQ-Construction a moins rétabli les faits que donné un avertissement à un peu tout le monde: on ne se laissera pas faire.

Richard Goyette, directeur général du syndicat, a attaqué les médias, bien sûr, et quelques commentateurs. J'espère qu'il ne fait pas entrer l'économiste Pierre Fortin, chercheur hautement respecté, dans la catégorie des « clowns ».

Politiquement, ce qui est peut-être le plus frappant, c'est de voir M. Goyette attaquer de front le Parti québécois.

S'il y en a qui veulent jouer des *games* électorales sur le dos de la FTQ-Construction, on ne se laissera pas faire, a dit M. Goyette après avoir cité des courriels du député péquiste François Rebello. Le message est clair.

Décidément, la rupture est consommée entre le PQ et le milieu syndical.

Après les déclarations de Pauline Marois, cet hiver,

selon lesquelles les syndicats de la fonction publique sont trop gourmands, après ce conseil de la fin de semaine où il a été question de « création de richesse » et où on a largué le groupuscule de gauche SPQ-Libre sans la moindre bagarre, on peut dire que le PQ renonce à sa vieille alliance.

Revenons à la FTQ-Construction. Les médias ont leurs torts, leurs généralisations et leurs exagérations, sans doute. Couvrent-ils suffisamment les accidents du travail (50 morts au Québec l'an dernier)? Peut-être que non.

Mais voyez comment la FTQ a réagi l'an dernier après les révélations sur les dépenses extravagantes de son ex-directeur général Jocelyn Dupuis et ses liens avec des gens du milieu criminel. On s'est mis à accuser le dénonciateur, Ken

Pereira. Hier encore, M. Goyette nous a dit que, depuis deux ans, ce dirigeant syndical n'a pas fait ses rapports de cotisations.

Ce qu'il a trouvé ne doit pas être si farfelu puisque la Sûreté du Québec a conclu que les dépenses de M. Dupuis constituaient une fraude et qu'il y avait eu en plus fabrication de faux pour couvrir l'affaire.

C'est tout de même cet homme, Pereira, qui a permis de mettre au jour un cas de gaspillage sérieux, assez en

fabriquer une fausse facture de 11 000 \$ pour rembourser des rénovations – sans succès. Vrai, Dupuis est encore présumé innocent. Et même s'il est coupable, ça n'incrimine aucunement M. Mercure. S'il y avait preuve de sa complicité, il serait accusé lui aussi. Mais le fait est que la dénonciation criminelle, publique, mentionne son nom.

J'accepte les explications de M. Mercure, mais il peut difficilement reprocher aux

entendu tous les témoins – ce serait fait dans une commission sur la construction! Hier, à *Maisonneuve en direct*, à Radio-Canada, l'ex-PDG de Tembec, Frank Dottori, a donné un autre éclairage. Surtout, il a glissé qu'il serait isolés exposés en vrac, on a lieu de craindre d'être en face d'un système et de chercher à le voir exposé. Il n'y a rien de clownesque là-dedans.

Pour ce qui est de la Côte-Nord, des enquêtes sont ouvertes sur les allégations d'intimida-

*J'ai grand-peine à croire que Jocelyn Dupuis n'ait « dérapé » que pendant un an, question dépenses. Et encore plus de difficulté à comprendre comment il se fait que personne ne s'en soit offusqué. Y avait-il un laisser-faire ou un système ?*

tout cas pour qu'on congédie Jocelyn Dupuis et qu'on l'accuse maintenant devant la cour criminelle.

À entendre M. Goyette, on a l'impression que c'est le dénonciateur qui est le plus blâmable des deux.

Yves Mercure, nouveau président du syndicat, a nié avoir quoi que ce soit à se reprocher. Il n'est accusé de rien, mais Dupuis, lui, est accusé d'avoir tenté de l'avantager en essayant de faire

médias de s'interroger sur son syndicat. J'ai grand-peine à croire que Jocelyn Dupuis n'ait « dérapé » que pendant un an, question dépenses. Et encore plus de difficulté à comprendre comment il se fait que personne ne s'en soit offusqué. Y avait-il un laisser-faire ou un système ?

Pour ce qui est de la Gaspésie, le syndicat continue à dénoncer le rapport du juge Robert Lesage (2005). Ils lui reprochent de ne pas avoir

tion et autres. M. Goyette nous dit, si je comprends bien, qu'au pire ce ne seraient que des incidents isolés.

Mais quand il y a trop d'incidents isolés exposés en vrac, on a lieu de craindre d'être en face d'un système et de chercher à le voir exposé. Il n'y a rien de clownesque là-dedans.



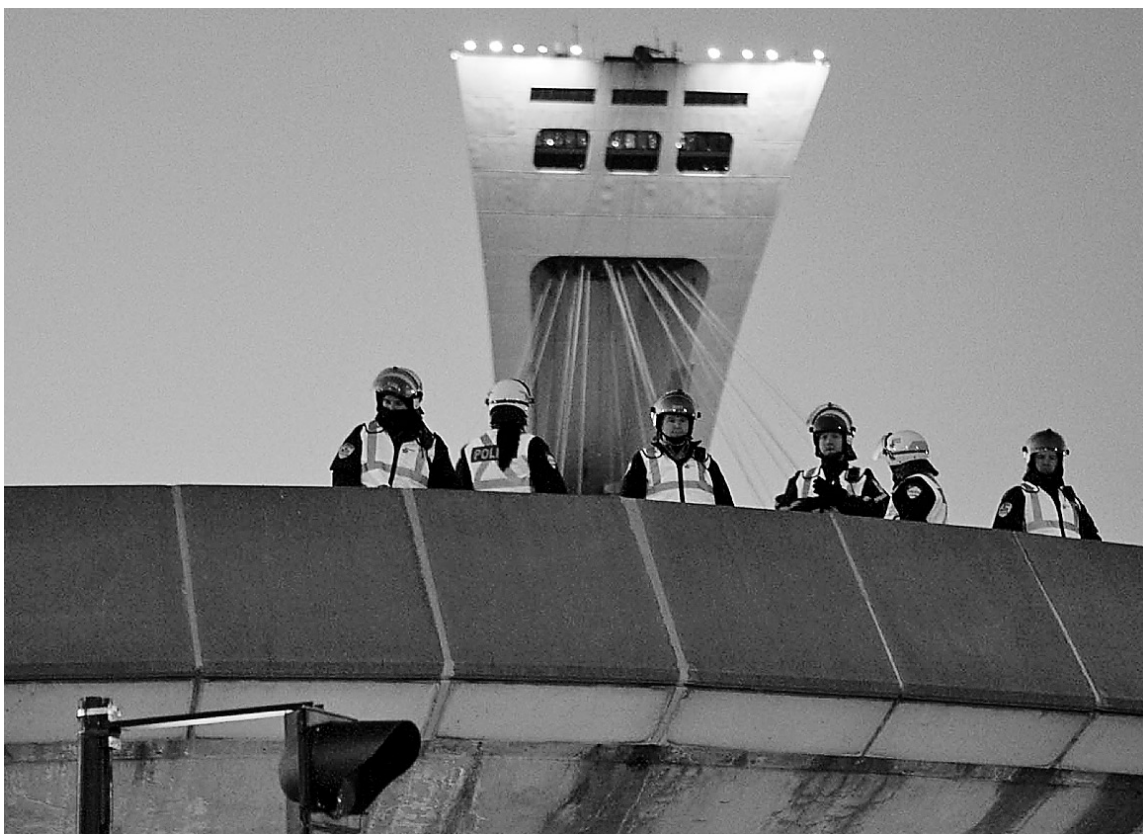
Pour joindre notre chroniqueur: [yves.boisvert@lapresse.ca](mailto:yves.boisvert@lapresse.ca)

## MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE



Une remorque a été renversée puis incendiée dans la rue Saint-Germain.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE



Les policiers, échaudés par la manifestation de l'an dernier, étaient prêts à toute éventualité.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

## Tensions

HUGO MEUNIER ET  
CATHERINE HANDFIELD

La police de Montréal a rapidement circonscrit la manifestation contre la brutalité policière, hier. Échaudées par les débordements de l'an dernier, les autorités étaient prêtes à toute éventualité.

Selon nos sources, quelque 400 policiers ont été déployés, un effectif comparable à celui des années antérieures. Ils avaient toutefois reçu la directive d'intervenir plus rapidement en cas de grabuge pour éviter que la situation ne dégénère.

La stratégie semble avoir porté ses fruits. À 19h30, soit deux heures après le début de la marche, les manifestants étaient dispersés et la police considérait avoir la situation en main.

« Compte tenu de ce qui s'était passé en 2009, le bilan est quand même positif cette année, tant au niveau des arrestations que

sur un policier et voies de fait sur un agent de la paix.

Rappelons que l'an dernier, la manifestation s'était déroulée dans une atmosphère tendue en raison de la mort de Fredy Villanueva, ce jeune homme abattu par un policier en août 2008 dans un parc de Montréal-Nord. Des manifestants avaient vandalisé des voitures et des vitrines de commerce au centre-ville et près du métro Mont-Royal.

## Point de rendez-vous: l'Est

Pour cette 14<sup>e</sup> marche, le Collectif opposé à la brutalité policière avait donné rendez-vous aux participants devant la station de métro Pie-IX, à côté du Stade olympique.

« On a choisi l'est de la ville parce qu'on voulait dénoncer la répression policière contre les pauvres, notamment les prostituées », a expliqué l'un des organisateurs, François Du Canal.

À 17h, les policiers étaient postés un peu partout autour

« Compte tenu de ce qui s'était passé en 2009, le bilan est quand même positif cette année, tant au niveau des arrestations que des dommages. » – Ian Lafrenière du SPVM

des dommages », a indiqué le sergent Ian Lafrenière, responsable du module des relations médias du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Les policiers ont procédé cette année à deux fois moins d'arrestations que l'an dernier. En fin de soirée, 100 manifestants avaient été appréhendés, contre 221 en mars 2009.

Parmi eux, 17 feront face à des accusations de nature criminelle pour voies de fait, méfaits, agressions armées

de la station, et même sur le toit d'un des édicules. Un hélicoptère du SPVM survolait la scène et l'escouade antiémeute était prête à intervenir quelques coins de rue plus loin.

Pour mieux contrôler la foule, les autorités ont ordonné la fermeture de la station de métro Pie-IX. Rappelons que l'an dernier, les manifestants avaient pris la police au dépourvu en s'engouffrant dans le réseau souterrain.

Avant le départ, les organisateurs ont lancé un ultime

Audi  
Vorsprung durch Technik

Avec des offres\* comme celles-ci\*\*, voici un †† événement que vous ‡ ne pouvez pas vous permettre de manquer.Ω

Même notre département légal est d'accord\*\*\*.



Audi A4 quattro 2010

## L'événement Audi

SIMPLE  
COMME  
BONJOUR

Pour un temps limité, nous offrons de véritables occasions d'affaires sur presque chacun de nos modèles. Un conseil: sautez dessus. Sélectionnez la Audi de vos rêves et choisissez entre la location, le financement ou l'achat comptant. Nos avocats s'occupent du reste.

www.audi.ca

Faites vite, cette offre prend fin le 31 mars.

|                           |  |
|---------------------------|--|
| 0 \$<br>PREMIER MOIS      | 499 \$<br>PAR MOIS                     |
| 0 \$<br>DÉPÔT DE SÉCURITÉ | 3,9 %<br>TAUX DE LOCATION POUR 36 MOIS |

Les Automobiles Popular  
5442, rue Saint-Hubert  
Montréal QC  
514 270-3566  
www.popularaudi.com

Audi Prestige DDO  
4600A, boulevard St-Jean  
Dollard-des-Ormeaux QC  
514 426-7777  
www.audiprestige.com

Park Avenue Audi  
8755, boulevard Taschereau  
Brossard QC  
450 445-4811  
www.parkavenueaudi.com

Automobiles Lauzon  
2435, boulevard Chomedey  
Laval QC  
450 688-1120  
www.lauzon.qc.ca

Audi Prestige  
5905, autoroute Transcanadienne  
St-Laurent QC  
514 364-7777  
www.audiprestige.com

Les Automobiles Niquet  
1917, boul. Wilfrid-Laurier  
Route 116  
St-Bruno QC  
450 653-7553  
www.niquet.com

\*Par « offres », nous entendons « de si bonnes affaires que vous vous mordrez les pouces jusqu'au sang si vous les ratez ». \*\*Se réfèrent aux offres imbattables dont il a été question au premier astérisque. †Se comprend assez bien tout seul. †† « un » est ici un article indéfini. ‡« vous » se réfère évidemment à la personne qui lit actuellement cette annonce. Ω Évidemment, selon la Charte canadienne des droits de la personne, vous avez légalement le droit de manquer ça Ω, mais si vous voulez profiter desdites offres après le 31 mars 2010, notre avis, en tant que professionnel, c'est que vous serez franchement déçu ou déçue. \*\*\*Nos avocats ont analysé puis réanalysé les chiffres et se sont fait confirmer par d'autres avocats qu'il est à 99 %, précisément, dans votre intérêt de ne pas manquer cet événement. ©Audi Canada 2010. L'offre se termine le 31 mars 2010 et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Livraison avant le 31 mars 2010. Commande du concessionnaire ou échange peut être nécessaire. Sélection de modèles selon disponibilité. \*Taux de location fermé offert aux clients admissibles par Audi Finance chez les concessionnaires Audi participants. Sujet à l'approbation du crédit (S.A.C.). Location de 36 mois au taux annuel de 3,9 %. Dépôt de garantie remboursable de 0 \$, première mensualité de 499 \$, avec acompte de 2 812 \$. Montant dû au début du bail: 5 495 \$. Obligation totale décollant du bail: 22 957 \$. Montant calculé en fonction du PDSF de la Audi A4 quattro 2010 avec boîte manuelle 6 vitesses de 39 700 \$, taxes, pré livraison et transport de 2 000 \$ en sus. Frais de 0,25 \$/km pour le kilométrage supérieur à 16 000 km par an assumés par le locataire. Photos à titre indicatif seulement. Modèle européen montré. Taxes, immatriculation, droits, frais administratifs (incluant les frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au Registre des droits personnels et réels mobiliers), assurances et autres options en sus. Contribution requise pouvant modifier la transaction finale négociée. Détails chez les concessionnaires Audi participants. Modèle européen montré avec équipements en option pouvant ne pas être disponibles au moment de l'achat. « Audi », « A4 », « Vorsprung durch Technik » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. Pour en savoir plus sur Audi, voyez votre concessionnaire, composez le 1 800 367 AUDI ou visitez-nous à www.audi.ca. Cette offre est disponible seulement sur les véhicules en inventaire des concessionnaires Audi participants.

## MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

## dans l'Est

appel au calme. « Hochelaga-Maisonneuve est déjà un quartier magané, on devrait y penser à deux fois avant de tout péter », a dit un porte-parole aux manifestants, dont plusieurs portaient déjà une cagoule.

Le cortège a commencé sa marche en empruntant la rue Pie-IX en direction sud. Plusieurs personnes brandissaient des pancartes, dont certaines à l'effigie de Fredy Villanueva.

En chemin, quelques jeunes ont ramassé des briques et des roches sur un terrain privé. Rue Ontario, les premiers projectiles ont été lancés aux forces de l'ordre, qui se faisaient jusque-là plutôt discrètes.

Quelques manifestants ont allumé des feux d'artifice sous le regard des résidents qui observaient le spectacle de leur balcon.

## La situation dégénère

La situation a commencé à dégénérer vers 18h15 à l'angle des rues Hochelaga et Préfontaine. Bombardés de projectiles de toute sorte, l'escouade antiémeute a décidé de charger.

Les policiers ont pris en souricière plusieurs manifestants devant le parc Raymond-Préfontaine. La plupart des manifestants ont déguerpi dans les ruelles lorsque les policiers ont lancé l'assaut.

Pendant ce temps, des manifestants ont reconnu une demi-douzaine d'agents doubles parmi eux. Encerclés et rudoyés, les policiers ont finalement sorti leur matraque pour repousser leurs assaillants.

Vers 18h45, des manifestants ont mis une remorque en feu au milieu de la rue Saint-Germain, non loin de Sherbrooke. Une résidente du quartier encourageait les jeunes vandales tout en gardant un œil sur les deux voitures garées dans son stationnement.

En chemin, des jeunes ont jeté des bacs de recyclage dans la rue Rachel et lancé des pierres sur des autobus de la Ville. Vers 19h, les policiers ont dispersé le dernier noyau de manifestants près du métro Pie-IX.

« Chaque année, nous sommes de plus en plus contrôlés par les policiers, a déploré Antoine Bouchard, un étudiant de 23 ans. S'il n'y avait pas autant de policiers, il n'y aurait pas autant d'agressivité. »



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE  
Les policiers maîtrisent un homme âgé parce qu'il manie une pancarte munie d'un bâton.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE  
Festifs ou arrogants? Ces militants ont employé un langage non verbal sans équivoque pour communiquer avec les autorités.

## C'est toujours pareil



RIMA ELKOURI  
CHRONIQUE

Encore une fois, la manifestation contre la brutalité policière a été marquée par une centaine d'arrestations. Encore une fois, on a assisté à un triste spectacle de provocation mutuelle mettant en vedette policiers et manifestants. Encore une fois, des gestes de violence sont venus ternir cette absurde marche antiviolence.

Si le but officiel de cette manifestation est tout à fait noble, son message finit par être peu convaincant. Quelqu'un peut-il m'expliquer en quoi l'idée de mettre le feu à une remorque remplie de matériaux de construction permet de dénoncer la brutalité policière?

J'ai couvert pour la première fois cette manifestation annuelle le 15 mars 1999. Onze ans plus tard, le scénario reste à quelques détails près le même. Des gestes de provocation. De la casse. Des arrestations. Et le lendemain, toujours la même question: à quoi bon une manif antiviolence violente?

C'était comme ça en 1999. C'est encore comme ça en 2010. Ce qui a changé, c'est le niveau de tension. Depuis la mort de Fredy Villanueva, abattu par un policier le 9 août 2008, on sent que la tension a monté d'un cran et qu'il suffit de peu pour que tout dérape.

Les policiers semblent plus que jamais sur les dents. Ils sont partout, présents sur terre et dans les airs, avec leur hélicoptère, leurs voitures, leurs vélos, leur armée de chevaux portant une sorte de jupette pare-balles, leur escouade antiémeute, les casques, les matraques, alouette... On n'ose pas imaginer le budget englouti par le Service de police de la Ville de Montréal dans cette seule soirée. Tout ça pour une bande de jeunes à peine sortis de l'enfance tout excités de jouer au chat et à la souris en cette belle soirée de printemps?

Comme les policiers sont directement visés par les manifestants qui leur lancent des messages hargneux, leur seule présence est perçue comme de la provocation. « Police partout, justice nulle part », scandaient-ils hier soir. « Trois coups de matraque, ça frappe en tabarnac », chantaient-ils ensuite sur l'air de

« Un éléphant, ça trompe ». Certains réclamaient justice pour Fredy Villanueva. D'autres demandaient la démission du ministre de la Sécurité publique Jacques Dupuis. « Refusons les abus dans nos quartiers ». « Arrêtez le profilage ». « La police qui enquête sur la police. WTF? »

Je suivais les manifestants qui marchaient encore d'un pas léger en début de soirée quand j'ai croisé le militant altermondialiste Jaggi Singh qui distribuait des tracts anarchistes. Je lui ai demandé s'il croyait que la manif de cette année allait être plus calme – l'an dernier, il y avait eu plus de 200 arrestations. Il a haussé les épaules en disant que c'était toujours pareil.

Il était 18h15. Quelques minutes plus tard, tout a dégénéré. Des manifestants masqués, tout vêtus de noir, se sont mis à faire du grabuge dans le parc Raymond-Préfontaine. Certains disaient qu'il s'agissait de policiers infiltrateurs. « Quand ils ont des vestes de cuir propres et des lunettes soleil Oakley, c'est louche... »

« Moi, je m'en vais chez nous », a dit une manifestante qui ne tenait pas à se faire arrêter. Les gens se sont mis à courir dans tous les sens. Des gars en noir ont sorti des matraques. L'escouade antiémeute a alors encerclé une trentaine de manifestants qui montaient la rue Préfontaine. Ils ont été arrêtés. Parmi eux, Jaggi Singh, qui ne semblait pas du tout surpris de son sort. C'est toujours pareil...

J'ai voulu m'approcher pour observer un peu mieux ce qui se passait. « Reculez, vous êtes trop proches », a crié aux journalistes un policier casqué. « Cartes de presse! » a-t-il ordonné. « Si j'ai du trouble, je t'arrête! » a-t-il lancé à un homme à mes côtés.

Quelques instants plus tard, un homme âgé a été arrêté de façon musclée. Le geste a indigné des manifestants. « Vous êtes des lâches! Pogner un m'sieur de 73 ans! »

Des gestes de provocation. De la casse. Des arrestations. C'est vrai, c'est toujours pareil. Et tant les policiers que les manifestants finissent par se complaire dans leurs rôles respectifs, comme s'ils cherchaient ce qu'ils dénonçaient. Car s'il n'y a pas de casse, de quoi pourraient se plaindre les policiers? Et s'il n'y a pas d'arrestations, de quoi pourraient bien se plaindre les manifestants?

Voilà qui ne fait malheureusement pas du tout avancer la réflexion.

## CYBERPRESSE.CA

## MANIFESTATION

Regardez les vidéos produites par nos vidéoreporters Tristan Pélouin et David Boily sur la manifestation contre la brutalité policière à [www.cyberpresse.ca/manif](http://www.cyberpresse.ca/manif)



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

## CONCOURS CANADIEN DE JOURNALISME

## La Presse six fois finaliste

CATHERINE HANDFIELD

La Presse s'est de nouveau distinguée hier à l'occasion de l'annonce des finalistes du Concours canadien de journalisme, où elle est en nomination pour six prix.

Votre quotidien se classe parmi les quatre journaux les plus nommés au pays, juste après le *Globe and Mail* (15) et le *Toronto Star* (14). L'*Edmonton Journal* obtient lui aussi six nominations.

La journaliste Michèle Ouimet est en nomination pour la troisième année consécutive. Sa rencontre avec l'un des auteurs d'un double meurtre commis en 1979 sur le pont Jacques-Cartier a retenu l'attention des juges.

Notre couverture de la crise alimentaire mondiale s'est également illustrée. La Presse avait déployé des journalistes sur quatre continents pour comprendre comment la hausse des prix des aliments touche les gens dans leur quotidien.

La journaliste Agnès Gruda s'est pour sa part distinguée avec un article

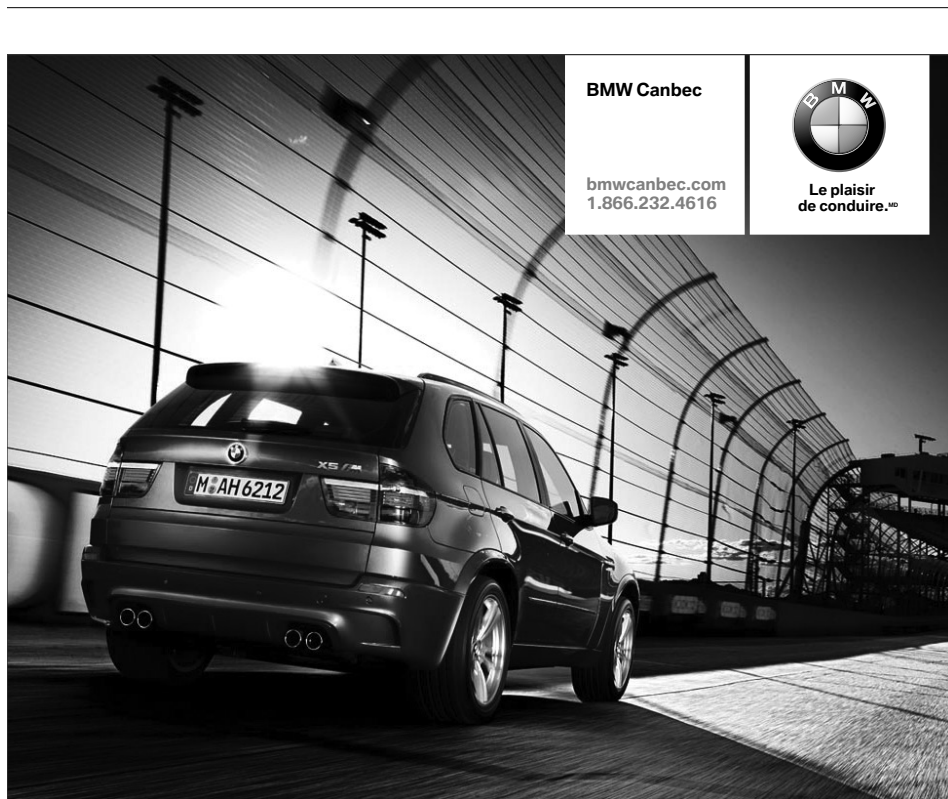
relatant le sort d'une immigrée congolaise séparée de ses enfants en raison de délais bureaucratiques.

Dans la catégorie enquête, Ariane Lacoursière s'est illustrée avec sa série sur la qualité des soins dans certaines résidences privées pour aînés. Sa collègue Isabelle Hachey est quant à elle nommée dans la catégorie sport pour son récit sur le quotidien d'une équipe de hockey midget d'Abitibi-Témiscamingue.

Enfin, Patrick Lagacé est en nomination dans la catégorie chroniques pour une série publiée en 2009.

Le directeur de l'information de La Presse, Éric Trottier, s'est dit fier de voir autant de grands reportages en nomination cette année. « La force de La Presse, c'est la qualité et la profondeur de ses reportages, a-t-il déclaré, et les six nominations le reconnaissent. »

Le Concours canadien de journalisme en est à sa 61<sup>e</sup> année. La remise des prix aura lieu le 14 mai à Toronto. L'an dernier, La Presse y avait décroché deux prix.



BMW Canbec

bmwcanbec.com  
1.866.232.4616



Le plaisir de conduire.™

## LE PLAISIR VOUS ATTEND

**IM**  
555 hp

**X5 M 2010**

Demo no de stock 10274 (8 500 km)

Prix \$114 347,00

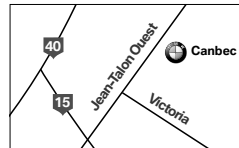
Prix révisé \$107 800,00 +Taxes

**BMW Canbec**

4090, Jean-Talon Ouest  
Montréal

[bmwcanbec.com](http://bmwcanbec.com)

1.866.232.4616



## ACTUALITÉS

# Duplicata



**PIERRE  
FOGLIA**  
CHRONIQUE

« Les jeunes et la culture », c'était le titre de notre cahier Plus de samedi. *La Presse* a posé une cinquantaine de questions à 600 élèves de 10 cégeps. Le résultat est confondant.

Quels sont vos artistes québécois préférés? Louis-José Houde, Martin Matte, Rachid Badouri. Quels sont vos artistes préférés – pas forcément québécois, vos artistes dans le monde, dans la vie? (La vie est un festin où s'ouvrent tous les cœurs... Je cite Rimbaud ou à peu près – ces jeunes-là doivent bien avoir des cours de poésie au cégep, non?) Leur réponse? Exactement la même que pour la question précédente: Louis-José Houde, Martin Matte, Rachid Badouri.

Quelles sont vos émissions québécoises favorites? *Tout le monde en parle*, *Les Parent*, *Dieu merci*, *Trauma*, *Yamaska*, *Lance et compte*. Vos films favoris (dans le monde, dans toute l'histoire du cinéma – ces enfants-là doivent bien avoir un prof de

cinéma qui leur a déjà parlé de *Dogville*, non?). Leurs réponses: *Avatar*, *De père en flic*. Vos films québécois favoris: *De père en flic*, *Bon Cop*, *Bad Cop*. Groupes ou chanteurs québécois favoris: les Cowboys Fringants, Kaïn, Jean Leloup, Céline Dion. Leur auteur favori? Patrick Senécal.

Confondant, disais-je. Surtout le titre de notre enquête: « Les jeunes et la culture ». Les jeunes? Les JEUNES? Ciel, comme ils sont vieux pour leur âge! Remarquez bien, rien de très neuf sous le soleil. Ça a toujours été ça. On en fait grand cas, les jeunes par-ci, les jeunes par-là, on donne des noms à leurs générations, génération Z, génération Y, mais au fond, c'est toujours la génération duplicata.

La génération toujours recommencée. Et toujours à genoux devant l'or et la merde.

Vous vous souvenez du disque tout noir de Metallica? *Something's wrong, shut the light/ Heavy thoughts tonight/And they aren't of Snow White*.

LE DEUX DE PIQUE — Il y avait un magicien à *Tout le monde en parle*, dimanche. Il faisait des tours de cartes. La plupart des tours de cartes commencent par: prends une carte, n'importe laquelle. C'est jamais n'importe laquelle. Avec ses doigts par en dessous, le magicien fait habilement glisser la carte qu'il veut vous donner. Le deux de pique.

À partir de ce truc bête, la magie consiste à retrouver ce deux de pique dans le plus improbable des endroits, dans le sac à main de la dame de la troisième rangée, ou, comme dimanche soir à *Tout le monde en parle*, dans les petites annonces de *La Presse*. Le magicien a appelé à *La Presse* la semaine précédente: Je voudrais faire passer une petite annonce dans le numéro de jeudi. La petite annonce disait ceci: Guy A. Lepage tirera le deux de pique.

Arrive jeudi. Prends une carte, Guy A., n'importe laquelle. Guy A. Lepage, qui croit tirer n'importe laquelle, tire le deux de pique. Maintenant, regarde dans *La Presse* d'aujourd'hui. Hein! Wow! C'est incroyable! C'est écrit dans le journal que j'ai tiré le deux de pique.

Dans la vie, c'est pareil. Y a toujours un truc. Gros comme une maison, sous votre nez,

mais que vous ne voyez pas parce que vous avez envie de croire à la magie. C'est comme ça que vous vous faites fourrer par la pub, surtout par le marketing, qui invente de nouveaux trucs tous les jours, par les politiciens, qui vous font avaler n'importe quoi pour se faire réélire, par Lacroix, par Jones... Prends une carte, n'importe laquelle. Rappelez-vous bien ceci: ce n'est jamais n'importe laquelle. C'est toujours celle qui vous est destinée. Le deux de pique.

LES JEUX. SUITE ET FIN — Pendant les Jeux, ma fiancée me met *La Presse* de côté. Je passe à travers la pile dans les jours qui suivent mon retour, je sors généralement soulagé de l'exercice. Cahiers superbement présentés, nos textes bien mis en valeur, les miens moins nuls que je ne craignais quand je les ai envoyés – sauf cette fois, un peu nul quand même.

Pourtant, une raison de me réjouir: durant toute ma carrière, je me suis démené pour que le cahier des sports soit plus qu'un cahier hockey-baseball-football-vroum-vroum et c'est arrivé. Pas grâce à moi. C'est arrivé. Pas seulement à *La Presse* par mes collègues Simon Drouin et

Jean-François Bégin, mais aussi par les gens de l'agence Sport-Com, par Randy Starkman du *Toronto Star*, Carl Tardif du *Soleil*, Alain Bergeron du *Journal de Québec*, la plupart des commentateurs et des analystes de RDS qui étaient à ces Jeux... Je me souviens d'un temps où nous n'étions, dans toute la province, que quatre Martiens à savoir qu'un 800 c'était deux tours de piste: Jean Saint-Hilaire du *Soleil*, Richard Garneau, Malléjac, moi. Puis sont venus Martin Smith mais surtout Laurent Godbout et Daniel Aucoin. Aujourd'hui, c'est moi qui ne suis plus tout à fait là. Et, franchement, qui ne tiens plus tant que cela à y être. L'idéologie qu'est devenue l'olympisme, le CIO en Big Brother, les petites histoires « humaines » qu'il faut raconter pour faire avaler le biathlon à ma tante Aline, j'ai déjà beaucoup donné.

Mais je sais encore lire. Le meilleur texte de ces Jeux dans *La Presse* et peut-être dans toute la presse n'est pas signé d'un journaliste. Il est de Clara Hughes. Un grand texte sur ce qu'est l'essence du sport. Cela s'appelle, si vous voulez le relire, « L'histoire de Nicole ». Il a été publié le jour de l'ouverture des Jeux et cela ne pouvait mieux tomber. Merci, madame.

## EN BREF

## Bibliothèques: Ottawa réduit l'accès à l'internet

Le gouvernement fédéral réduit discrètement l'aide financière qu'il accorde à des bibliothèques et à des centres communautaires fournissant un accès à l'internet. Le Programme d'accès communautaire était un projet sans précédent lorsqu'il a été mis sur pied, au début des années 90, dans le but d'augmenter le nombre de Canadiens naviguant sur l'internet. Des écoles, des bibliothèques, des centres communautaires et même des hôpitaux ont utilisé l'appui financier de ce programme, entre 4000\$ et 5000\$ annuellement, pour acquérir des équipements. – La Presse Canadienne

## Stephen Harper sur YouTube: peu de questions en français

L'entrée de Stephen Harper dans l'univers de YouTube a été accueillie froidement par les francophones, qui semblent avoir boudé la chance de poser des questions au premier ministre. Une semaine après que le bureau du premier ministre eut annoncé en grande fanfare que les Canadiens pourraient poser leurs questions à M. Harper, seulement une trentaine des quelque 1800 requêtes soumises au premier ministre sont rédigées en français. – La Presse Canadienne

## PRÉCISION

## DÉFILÉ DE LA SAINT-PATRICK

Le défilé montréalais de la Saint-Patrick est organisé par la United Irish Societies of Montreal, et non par la St. Patrick's Society of Montreal, comme nous l'avons écrit hier. Nos excuses.

# LA BONNE CARTE POUR VOS AFFAIRES



**ET ACTION!**

Optez pour la carte PREMIA affaires avec le Plan récompenses\* et réalisez des économies.

- › Payez le solde de votre compte avec vos points accumulés.
- › Obtenez une remise sur vos achats d'essence.<sup>1</sup>
- › Recevez un crédit de 100 \$ lors de votre premier achat si vous adhérez avant le 30 avril.<sup>2</sup>
- › Et plus encore...

[bnc.ca/mapremia](http://bnc.ca/mapremia)

**BANQUE NATIONALE**

\* Carte octroyée sous réserve de l'approbation de crédit de la Banque Nationale. 1. Consultez le [bnc.ca/premia](http://bnc.ca/premia) pour la liste complète des partenaires et des offres. 2. Cette promotion s'adresse aux personnes qui ne détiennent pas de carte de crédit PREMIA affaires MasterCard de la Banque Nationale avec le Plan récompenses à la carte. Pour bénéficier de la promotion, le client doit activer sa carte de crédit PREMIA affaires MasterCard au plus tard le 15 juin 2010 et le premier achat doit être porté au compte au plus tard 2 mois après l'activation de la carte. Le crédit apparaîtra, au plus tard, sur le deuxième relevé de compte suivant le premier achat. Il y a une limite d'un crédit de 100 \$ par compte de carte de crédit PREMIA affaires MasterCard de la Banque Nationale.

Résultats des tirages du 2010-03-15

|   |                |
|---|----------------|
| <b>Quotidien</b>  | <b>Triplex</b> |
| 3 405   | 09 31          |
| 4 9890  | 34 35 41       |
| <b>BANCO</b>  | 11 12 14 15 16 |
|   | 17 21 22 23 30 |
|   | 34 36 41 42 50 |
| <b>Astro</b>  | 51 54 62 65 67 |
| Jour - Mois - Année - Signe   |                |
| 30 - AVRIL - 09 - SAGITTAIRE  |                |
| <b>Extra</b>  | 7618714        |
| <b>LA ROUE DE FORTUNE CHEZ VOUS EST DE RETOUR AVEC UN GROS LOT DE 250 000 \$!</b>                       |                |
| En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité. |                |

Accommodement religieux à la RAMQ

# La ministre James fait savoir son désaccord

EXCLUSIF

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Yolande James, juge déraisonnable un accommodement religieux accordé par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) parce qu'il compromet l'égalité des sexes.

La Commission des droits de la personne doit justement rendre public aujourd'hui un avis – très attendu – sur les pratiques de la société d'État en matière d'accommodements.

À l'heure actuelle, une personne peut, pour des motifs religieux, refuser d'être servie par un homme ou une femme à la RAMQ et obtenir illico les services d'un fonctionnaire de l'autre sexe. Par exemple, lorsqu'une musulmane se présente à un comptoir de la Régie pour obtenir une carte-soleil, elle peut refuser de se faire photographier par un homme et être aussitôt servie par une femme.

Le PDG de la RAMQ, Marc Giroux, avait révélé l'existence de cette disposition en commission parlementaire l'automne dernier, lors de l'étude d'un projet de loi piloté par Yolande James et laissé depuis dans les limbes en raison de la controverse. « Ce n'est pas compliqué: le préposé va se retourner de bord, il y a des collègues, à côté, de sexe féminin, et elles vont intervenir pendant quelques secondes pour terminer la transaction, avait-il dit. Ça va se faire simplement, comme ça, sans plus de difficulté. » Selon M. Giroux, cela se produit une dizaine de fois par année.

« Dérisonnable », dit la ministre

Yolande James avait alors refusé de donner son point de vue sur cette pratique. Elle est plus loquace aujourd'hui. « Toute situation où une personne fait une demande qui remet en question l'égalité entre les hommes et les femmes, j'estime que, selon le principe juridique de l'accommodement raisonnable, c'est déraisonnable », a-t-elle affirmé au cours d'une entrevue accordée à *La Presse*.

Selon elle, si une personne se présente au comptoir et ne veut pas, pour une raison religieuse, être servie par l'homme ou la femme qui se trouve devant elle, « elle doit refaire la file ». « Ils n'ont certainement pas à changer un employé au comptoir », a-t-elle ajouté. C'est pourtant ce qui se passe à la RAMQ.

Pour étayer ses propos, Yolande James a cité un avis rendu au mois de janvier 2009 par la Commission des droits de la personne sur les pratiques de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ). La Commission a jugé raisonnable que l'on permette à une personne de choisir, pour des motifs religieux, le sexe de son évaluateur lors d'un examen de conduite. L'usager doit attendre qu'un évaluateur du sexe qui lui convient soit disponible ou prendre un autre rendez-vous, explique la Commission. La demande est traitée par le responsable de la répartition des dossiers. La mesure ne porte pas atteinte à la « dignité » des évaluateurs et des évaluatrices puisque la demande ne leur est pas faite directement et qu'ils n'ont pas à subir un rejet de la part de l'usager, estime la Commission.

On ne peut en dire autant dans le cas de la RAMQ, selon Yolande James. Les fonctionnaires sont exposés directement à un rejet et répondent eux-mêmes, sur-le-champ, à la demande d'accommodement en cédant leur place à un ou une collègue.

La décision aujourd'hui

La RAMQ a demandé un avis à la Commission des droits de la personne, qui le rendra public aujourd'hui. L'automne dernier, le président de cette commission, Gaétan Cousineau, avait affirmé que « ça pourrait être un accommodement inacceptable » puisque l'employé subit directement un rejet et que son droit à l'égalité semble brimé. « Pour moi, c'est très clair, a affirmé Yolande James. On verra la décision de la Commission... Mais, selon ma propre interpré-

tation, dans une telle situation où la demande fait en sorte qu'on rend le statut de la femme inférieur, cette demande devrait être rejetée. » La même logique

s'applique lorsque c'est à un homme que l'on demande de céder sa place à une collègue, a indiqué son attaché de presse, Luc Fortin.

Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, et la RAMQ attendent l'avis de la Commission avant de faire leurs commentaires.

LA LETTRE DE GÉRARD BOUCHARD, UNE PRÉSENCE CONTEXTUELLE, EN PAGE A17



TÉLÉVISION

DÉBUT CE SOIR 21 H

aussi sur TOUTV#

## MONTRÉAL PLUS

## De l'aide pour les sans-abri à Laval

KATIA GAGNON

Une nouvelle ressource destinée aux sans-abri ouvrira ses portes dès l'an prochain à Laval, ce qui comblera un besoin criant en matière d'hébergement d'urgence dans la troisième ville du Québec.

L'Aviron hébergement d'urgence comptera six lits d'urgence, six lits de transition et douze studios destinés à la réinsertion sociale, a indiqué hier la directrice générale de l'organisme, Janie Fortin, qui travaille à ce projet depuis deux ans. La nouvelle ressource coûtera 4 millions; la Ville de Laval y investira 50 000 \$ par an.

«L'Aviron a dû faire face à beaucoup d'obstacles», a souligné M<sup>me</sup> Fortin, hier. Il a fallu trouver un terrain adéquatement zoné, le décontaminer. Faire face aux inévitables préjugés. «Il y avait ceux qui nous disaient: est-ce que ça va être une usine de fabrication de sans-abri?» dit Alain Paquet, le député libéral de la circonscription à l'Assemblée nationale. Enfin, il a fallu s'assurer que le montage financier soit viable.

La dernière ressource destinée aux sans-abri à Laval, le Saint-Claude, avait justement fermé ses portes à la suite de problèmes financiers. Depuis, il n'y avait aucune ressource d'hébergement d'urgence dans la ville. La situation était extrêmement difficile pour les personnes qui se retrouvaient à la rue, souligne Martin Métivier, du service urgence sociale de la Ville de Laval. Le service aide chaque année pas moins de 400 personnes qui se retrouvent sans logis.

Il est difficile de chiffrer le nombre de sans-abri à Laval puisque le phénomène est beaucoup plus multiforme qu'à Montréal, souligne M. Métivier. Mais il y en a bel et bien. «C'est un phénomène qui n'est pas vraiment visible. Souvent, les gens font du couch surfing chez des parents ou des amis, jusqu'à ce que leur réseau social et familial s'effrite complètement.»

MONT-JÉSUS-MARIE  
Un référendum aurait peu d'impact

MARTIN CROTEAU

Le référendum qu'espèrent obtenir les adversaires du projet du Mont-Jésus-Marie ne permettra pas de stopper la conversion de ce bâtiment patrimonial en immeuble d'habitation de luxe, prévient l'administration Tremblay.

Certains opposants à la vente de l'ancien couvent au Groupe F. Catania, menés par Vision Montréal, souhaitent organiser une consultation populaire pour empêcher le promoteur de transformer l'immeuble.

«L'opinion publique peut faire la différence et vous allez en avoir la démonstration», a lancé le mois dernier la chef de l'opposition, Louise Harel.

Or, un référendum ne permettra pas aux citoyens de se prononcer sur le changement au plan d'urbanisme, affirment la mairesse d'Outremont, Marie Cinq-Mars, et le responsable du mont Royal au comité exécutif, Alan DeSousa. Seuls des éléments mineurs sont susceptibles d'être soumis à la consultation.

M. DeSousa a rappelé hier que le conseil municipal sera appelé à se prononcer lundi prochain sur la vocation future du 1420, avenue du Mont-Royal Ouest. «D'autres démarches sont possibles, a-t-il précisé, mais pour des éléments en marge du projet.»

L'administration Tremblay a inscrit la résolution à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil, qui aura lieu lundi.

## PELLETÉE DE TERRE POUR LA MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Les architectes du cabinet Menkès Shooner Dagenais LeTourneux ont profité hier de la première pelletée de terre de la future Maison du développement durable pour dévoiler les esquisses de l'immeuble qui sera construit à côté du Théâtre du Nouveau Monde. La Maison abritera neuf organismes des secteurs environnemental et social, comme Équiterre, le centre de la petite enfance Le Petit Réseau, Option consommateurs et Amnistie internationale.



Ne jetez plus votre argent par les fenêtres.  
Optez pour le confort avec ENERGY STAR.

- » Les fenêtres et portes-fenêtres homologuées ENERGY STAR® sont de 20 à 40 % plus efficaces que les produits traditionnels.
- » Économisez jusqu'à 10 % sur vos frais de chauffage en remplaçant toutes vos fenêtres et portes-fenêtres.



Informez-vous sur les subventions offertes\* au  
[www.hydroquebec.com/residentiel/fenêtres](http://www.hydroquebec.com/residentiel/fenêtres)

 Hydro Québec

Agence de l'efficacité  
énergétique  
Québec 

Vous économisez. L'environnement y gagne aussi.

\* Certaines conditions s'appliquent.

## CRISE DANS LES HÔPITAUX

## Médecins et infirmières s'unissent

ARIANE LACOURSIÈRE

Infirmières et médecins du Québec se sont unis pour la première fois de l'histoire, hier, afin de dénoncer l'état du système de santé et pour proposer leurs solutions. Le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, le D<sup>r</sup> Gaétan Barrette, a notamment affirmé que 50 millions de dollars par année suffiraient pour régler en grande partie la crise des urgences.

« Québec sait que, pour désengorger les urgences, il faut sortir entre 1000 et 1500 patients chroniques des hôpitaux chaque jour. Pour ça, il faudrait investir 50 millions par année », a expliqué le D<sup>r</sup> Barrette.

Lors du récent épisode de grippe A (H1N1), le gouvernement a acheté des lits pour pouvoir sortir les malades chroniques des hôpitaux. « Pendant deux mois, il n'y a eu aucun séjour de plus de 48 heures aux urgences! a dit le D<sup>r</sup> Barrette. On connaît la solution. Québec a été capable de trouver 80 millions pour la fécondation in vitro la semaine dernière. Pourquoi n'est-il pas capable de trouver 50 millions? Quand c'est politiquement rentable, on le fait. Sinon, on laisse sécher les gens. » Québec n'a pu confirmer ces chiffres, hier.

En plus de la FMSQ, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)



Le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, le D<sup>r</sup> Louis Godin, le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, le D<sup>r</sup> Gaétan Barrette, et la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, Régine Laurent, ont présenté hier leurs solutions à la crise des urgences.

et la Fédération des omnipraticiens du Québec (FMOQ) ont souligné l'état désastreux du réseau de la santé. « En 2003, le gouvernement Charest a créé de l'espoir en disant qu'il allait régler le problème du réseau. Mais il a gelé les salaires, les urgences sont toujours congestionnées, les listes d'attente ne sont pas vraiment mieux... » a énuméré la présidente de la FIQ, Régine Laurent.

Le président de la FMOQ, le D<sup>r</sup> Louis Godin, a ajouté que « le diagnostic » du système de santé est posé depuis longtemps. « Le traitement est connu. Il faut juste l'appliquer », a-t-il déclaré.

Le gouvernement se targue d'avoir amélioré les soins de première ligne en créant des groupes de médecine de famille (GMF) et des cliniques-réseau. « Il devait créer 300 GMF, nous n'en avons que 200. Seulement

20 GMF se sont créés depuis deux ans parce que c'est trop complexe administrativement. On demande des ajustements depuis longtemps à ce sujet. Pour les cliniques-réseau, l'objectif était d'en avoir 40 au Québec. On en a 25. »

**Priorité: pénurie de personnel**

Tant les médecins que les infirmières ont souligné l'urgence de régler la pénurie de personnel. « En médecine spécialisée, on ne peut plus donner des soins de la qualité requise parce qu'on manque de personnel, a noté le D<sup>r</sup> Barrette. La qualité des soins ne fait pas de doute, c'est la quantité qui manque. »

Les trois syndicats qui ont parlé d'une même voix, hier, sont actuellement en négociations. Quand on leur a demandé s'ils n'utilisent pas la crise du système de santé à leurs fins, les trois présidents se sont montrés choqués.

« Dire ça, c'est nier la situation! Ça fait au moins 10 ans qu'on parle de la pénurie de personnel. Oui, on est en négociations. Mais une négociation, c'est là pour régler des problèmes », a dit M<sup>me</sup> Laurent.

Le D<sup>r</sup> Barrette a quant à lui qualifié ces propos d'« indécents ». « La dernière négociation s'est soldée par une loi spéciale, où on a obligé les gens à se taire. Le seul moment où les gens ont la chance de parler, c'est dans la période de négociations.

## LES SOLUTIONS PROPOSÉES

**Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ):**

- > Accélérer l'embauche d'infirmières spécialisées;
- > Réaménager le temps de travail en adoptant la semaine de quatre jours afin de faciliter la rétention du personnel et de diminuer le recours aux heures supplémentaires obligatoires;
- > Augmenter le nombre de postes à temps plein;
- > Augmenter le salaire des infirmières de 11,25% en trois ans. Une infirmière au Québec gagne entre 39 000 \$ et 59 000 \$ par année.

**Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ):**

- > Appliquer la loi 90, qui permet notamment d'utiliser des ordonnances collectives;
- > Assurer de meilleurs soins de première ligne.

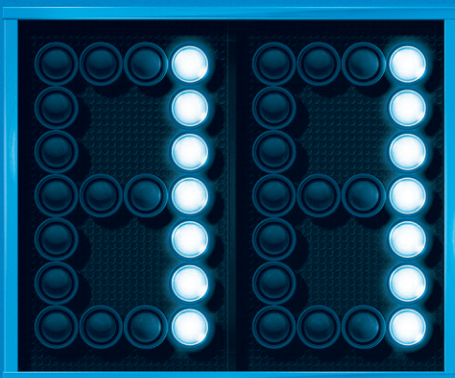
**Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ):**

- > Avoir suffisamment d'infirmières dans le réseau. À ce sujet, le président de la FMSQ, le D<sup>r</sup> Gaétan Barrette, appuie sans condition la FIQ dans ses revendications.

Pour sauver sa peau électorale, le gouvernement dit aux syndicats: "vous êtes en négociations, vous nous prenez en otages..." Allô la Terre!

Le D<sup>r</sup> Godin a ajouté que la FMOQ dénonce depuis deux ans la faiblesse des soins de première ligne et la pénurie d'infirmières. « On se faisait toujours répondre: c'est en négociations que vous pourriez nous parler de ça! Bien, c'est ce qu'on fait! » a conclu le D<sup>r</sup> Godin.

## Les Bleus marquent un point

POUR UNE 11<sup>e</sup> ANNÉE CONSÉCUTIVE, LE GAZ NATUREL EST MOINS CHER QUE L'ÉLECTRICITÉ.

Gaz Métro offre à la clientèle commerciale de l'aide financière\* pouvant atteindre **JUSQU'À 40%** des coûts d'achat et d'installation d'un appareil de chauffage à haute efficacité énergétique. Les entrepreneurs bleus peuvent ainsi consacrer leur énergie à leurs affaires.

1 800 563-1819 [www.gazmetro.com](http://www.gazmetro.com)

Prix en fonction d'une consommation moyenne annuelle de 15000 m<sup>3</sup> avec un système de chauffage à haute efficacité énergétique. \*Certaines conditions s'appliquent.



## Personnes mortes faute de soins

## Québec encore interpellé par des plaignants

SARA CHAMPAGNE

M<sup>e</sup> Jean-Pierre Ménard, avocat bien connu spécialisé dans les causes médicales, interpelle Québec pour qu'il mette fin à la crise dans les urgences. Accompagné de quatre clients qui ont perdu tragiquement un proche, mort faute de soins aux urgences, M<sup>e</sup> Ménard a sommé le gouvernement, hier en point de presse, de mettre en place des mécanismes afin que le Guide de gestion des urgences soit appliqué.

Ce guide, épais comme un bottin téléphonique, révisé en 2007 sous l'ancien ministre de la Santé Philippe Couillard, contient notamment l'échelle canadienne de triage, avec les délais dans lesquels un patient doit être vu par un médecin. Le triage compte cinq degrés, selon la gravité de l'état de santé, et prévoit des délais ne dépassant pas deux heures, dans lesquels les patients doivent être réévalués par une infirmière.

Le cabinet de M<sup>e</sup> Ménard traite actuellement 10 causes de décès survenues à la suite de séjours de plusieurs heures aux urgences de différents hôpitaux de Montréal. « L'urgence est la porte d'accès au système de santé. Et on a atteint un point de rupture depuis longtemps, estime M<sup>e</sup> Ménard. On ne peut certainement pas faire un miracle, mais on peut faire mieux, en appliquant la loi qui stipule qu'il incombe à tout établissement de voir à ce que soient fournis les soins. Présentement, le gouvernement agit comme un pompier en éteignant les feux. Il faut que ça cesse. »

M<sup>e</sup> Ménard représente notamment la famille de Nicole Dauphinais, morte d'une embolie pulmonaire en décembre 2005, à l'âge de 57 ans, après avoir passé plus de six heures sur une civière dans un couloir des urgences de l'hôpital Pierre-Boucher. La poursuite, qui démontre qu'elle ne serait probablement pas morte si elle avait été réévaluée conformément aux normes de triage, a fait l'objet d'un règlement à l'amiable. La famille a depuis créé une fondation d'aide aux victimes d'erreurs médicales.



GRAND PARTENAIRE NATIONAL



Bell Télé - À la carte

Vous allez voir ce que vous voulez voir.

Avec Bell Télé, vous pouvez maintenant personnaliser votre programmation en choisissant un par un les canaux qui vous intéressent vraiment, sans payer pour ceux que vous ne voulez pas.

BELL TÉLÉ À LA CARTE

À PARTIR DE

30 \$/MOIS avec le Forfait de Bell<sup>1</sup>

Économisez près de 10 \$/mois comparativement à la concurrence<sup>2</sup>.

1 866 921-9619 • bell.ca/alacarte • Visitez un magasin Bell

Offert dans les magasins Bell suivants:

- ANJOU  
Les Galeries d'Anjou
- BELDEIL  
Mail Montenach
- BLAINVILLE  
Les Galeries de Blainville
- BOISBRIAND  
Faubourg Boisbriand
- BOUCHERVILLE  
1052, rue Lionel-Daunais
- BROSSARD  
Mail Champlain  
Quartier DIX30
- CHAMBLY  
926, boul. Périgny
- CHÂTEAUGUAY  
Centre Régional Châteauguay
- COATICOOK  
Place J.R. Lefebvre
- COWANSVILLE  
Domaine du Parc
- DELSON  
5, route 132
- DOLLARD-DES-ORMEAUX  
3352, boul. des Sources  
3899, boul. St-Jean
- DORION-VAUDREUIL  
84, boul. Harwood
- DORVAL  
Les Jardins Dorval
- DRUMMONDVILLE  
2265, boul. St-Joseph  
Promenades Drummondville
- GATINEAU  
1065, boul. de la Carrière  
Promenades de l'Outaouais
- GRANBY  
Galeries de Granby
- HULL  
Galeries de Hull
- JOLIETTE  
2, Place Bourget Sud  
Les Galeries Joliette
- LACHINE  
2409, 46<sup>e</sup> Avenue
- LAFONTAINE  
2121, boul. Labelle
- LASALLE  
7567, boul. Newman  
Carrefour Angrignon
- LAVAL  
691, boul. Curé-Labelle  
1655, boul. St-Martin Ouest  
5330, boul. des Laurentides  
Carrefour Laval  
Carrefour Laval - kiosque  
Centre commercial Duvernay - kiosque  
Centre Laval  
Mégacentre Ste-Dorothee  
Mégacentre Vimont Laval
- LONGUEUIL  
686, Place Trans-Canada  
2771, boul. Jacques-Cartier Est  
Place Longueuil
- MAGOG  
Galeries Orford
- MONTRÉAL  
832, rue Ste-Catherine Ouest  
4096, rue Ste-Catherine Ouest  
4399, rue St-Denis  
6855, rue St-Jacques Ouest  
8900, rue Lajeunesse  
9280, boul. de l'Acadie  
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)  
Carrefour Industrielle Alliance  
Centre Eaton - kiosque  
Centre Rockland  
Faubourg Ste-Catherine  
Place Alexis-Nihon  
Place Dupuis  
Place Versailles  
Place Côte-des-Neiges  
Promenades Cathédrale - kiosque  
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
- MONTRÉAL-NORD  
Centre Forest  
Place Bourassa
- MONT-TREMBLANT  
517, rue de St-Jovite
- PINCOURT  
Faubourg de l'Île - kiosque
- POINTE-AUX-TREMBLES  
1230, rue Sherbrooke Est
- POINTE-CLAIRE  
Centre Fairview
- REPENTIGNY  
309, rue Notre-Dame  
Les Galeries Rive-Nord
- ROSEMÈRE  
232, boul. Curé-Labelle  
Place Rosemère
- SALABERRY-DE-VALLEYFIELD  
Centre commercial Valleyfield
- SHAWINIGAN  
Place de la Mauricie
- SHERBROOKE  
2700, rue King Ouest  
4505, boul. Industriel  
Carrefour de l'Estrie  
Place Belvédère
- SOREL  
Les Promenades de Sorel
- ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE  
Les Promenades St-Bruno
- STE-AGATHE-DES-MONTS  
80A, boul. Morin
- ST-EUSTACHE  
66, rue Dubois  
Place St-Eustache
- ST-HUBERT  
3879, boul. Taschereau  
5190, boul. Cousineau
- ST-HYACINTHE  
Galeries St-Hyacinthe
- ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU  
391, boul. du Séminaire Nord  
Carrefour Richelieu
- ST-JÉRÔME  
Le Carrefour du Nord
- ST-LAURENT  
4322, rue Saré  
La Place Vertu
- ST-LÉONARD  
4524, rue Jean-Talon Est  
6050, boul. Métropolitain Est
- ST-SAUVEUR-DES-MONTS  
153, rue Principale
- TERREBONNE  
1729, chemin Gascon  
Galeries Terrebonne
- TROIS-RIVIÈRES  
5691, boul. Jean-XXIII  
Centre Les Rivières
- VICTORIAVILLE  
567, boul. des Bois-Francis Sud  
La Grande Place des Bois-Francis

Offert chez les détaillants suivants: Environnement Électronique 4914, Sherbrooke Ouest



Offert aux clients résidentiels du Québec, là où l'accès et la visibilité directe le permettent. Des frais, qui ne dépasseront pas 1,5% de vos frais mensuels Bell Télé, s'appliqueront afin de financer la contribution de Bell au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) créé par le CRTC. Voir bell.ca/FAPL. Frais de service numérique (3\$/mois par compte) en sus. En cas de résiliation anticipée, des frais d'ajustement de prix s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Offert aux clients qui s'abonnent au Forfait avec La Base de Bell Télé en plus d'un forfait À la carte 15 et à un autre service sélectionné, détails au bell.ca/forfaitdebell. Aussi disponible: À la carte 20 et 30. Visitez bell.ca/forfaitsalacarte. (2) Avec le forfait À la carte 30. Comparativement au forfait équivalent du câblodistributeur principal en date du 23 février 2010. <sup>MS</sup> 2005, Covan.

la vie est Bell

# Libéraux et conservateurs à égalité

Les Jeux olympiques, le discours du Trône et le budget n'ont pas bousculé l'échiquier politique

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les 14 médailles d'or remportées par le Canada aux Jeux olympiques d'hiver, la présentation d'un nouveau discours du Trône et le dépôt d'un budget sans hausse de taxe ou d'impôt n'ont pas profité aux conservateurs de Stephen Harper.

Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, les conservateurs obtiendraient

auprès de 1000 Canadiens.

Le NPD récolterait pour sa part 17,8 % des voix, soit essentiellement le même pourcentage qu'aux élections générales d'octobre 2008. Le Parti vert devrait quant à lui se contenter de 5,2 % des votes.

Au Québec, le Bloc québécois demeure en tête avec 31,5 % des voix, mais il commence à se faire de nouveau chauffer par les libéraux, qui obtiendraient 31 %. Les

du pays, la marge d'erreur est de 3,1 points, 19 fois sur 20.

### Avertissement aux partis

Ce coup de sonde a été réalisé du 6 au 12 mars soit après les Jeux olympiques de Vancouver, le discours du Trône et la présentation du budget de Jim Flaherty. Ce budget annonce cinq ans de régime minceur pour venir à bout d'un déficit de 54 milliards de dollars en 2009-2010.

Le président de la firme Nanos, Nik Nanos, croit que ces résultats convaincront les stratèges du Parti conservateur et du Parti libéral qu'il est plus prudent d'attendre avant de convoquer les Canadiens aux urnes.

«Il n'y a pas eu d'embellie pour les conservateurs à la suite des Jeux olympiques, ou après le discours du Trône et le budget. Il aurait été peu probable que la fierté olympique pousse les Canadiens à s'associer au gouvernement conservateur. Parallèlement, le budget, prudent et sans beaucoup de nouvelles initiatives, n'a pas permis de briser l'égalité entre les conservateurs et les libéraux», explique M. Nanos.

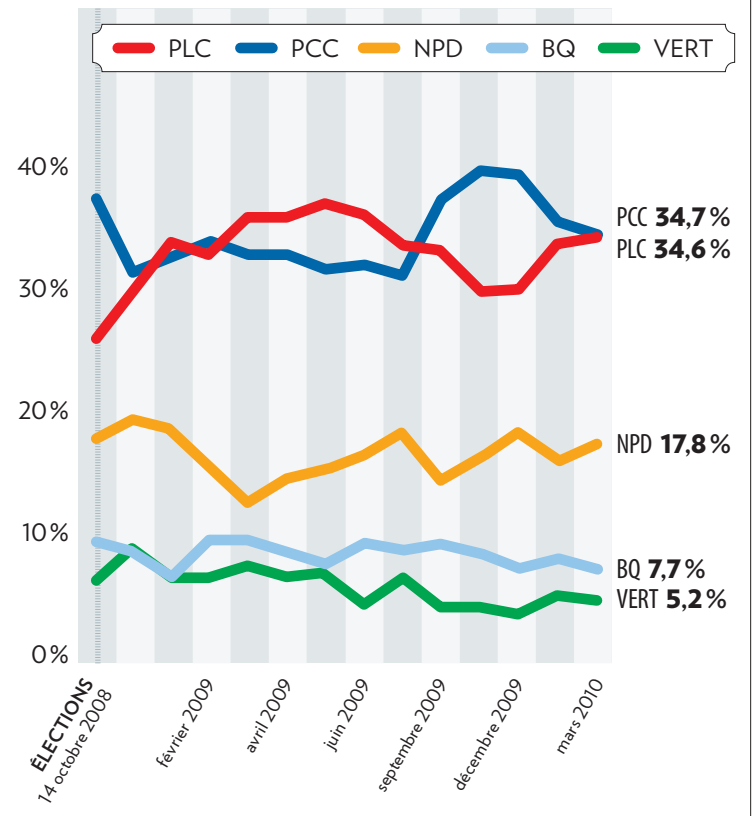
### Statu quo politique

Il ajoute que, en temps normal, les gouvernements profitent du budget pour distribuer des bonbons à la veille d'une campagne électorale ou pour administrer un remède de cheval afin de régler un problème. Le dernier budget du gouvernement Harper ne comportait aucun de ces éléments. D'où le statu quo qui s'installe sur l'échiquier politique.

Selon M. Nanos, il serait étonnant, dans ce contexte,

## SONDAGE NANOS-LA PRESSE

Pour quel parti voteriez-vous au fédéral?

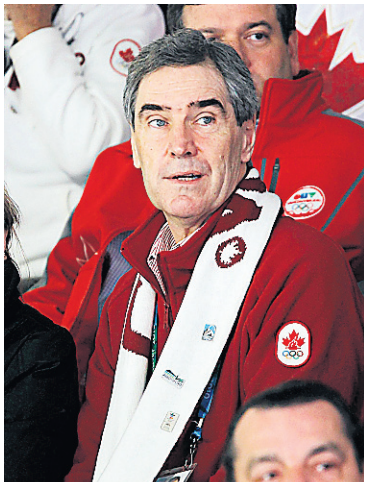


Méthodologie: Dans le cadre d'un sondage téléphonique par échantillons aléatoires réalisé du 6 au 12 mars 2010, la firme Nanos Research a sondé 1000 Canadiens âgés de 18 ans et plus. La marge d'erreur d'un sondage téléphonique par échantillons aléatoires mené auprès de 1000 Canadiens est de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20. La marge d'erreur pour les 804 électeurs décidés est de 3,5 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

« Il n'y a pas eu d'embellie pour les conservateurs à la suite des Jeux olympiques, ou après le discours du Trône et le budget. Il aurait été peu probable que la fierté olympique pousse les Canadiens à s'associer au gouvernement conservateur. »

34,7 % des voix, presque exactement le même score que les libéraux de Michael Ignatieff (34,6 %), démontre un sondage Nanos réalisé pour le compte de *La Presse*

appuis au Parti conservateur sont stables à 21,8 %, et le NPD récolte 11,7 %. La marge d'erreur au Québec est toutefois plus élevée, à 7 points de pourcentage. Dans l'ensemble



PHOTOS LYLE STAFFORD, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE  
Les chefs Michael Ignatieff et Stephen Harper n'ont pu profiter de la pause olympique pour se démarquer l'un de l'autre aux yeux de l'électorat.

que les libéraux tentent de forcer des élections au printemps. Le prochain rendez-vous électoral aurait donc lieu au plus tôt à l'automne ou au printemps 2011.

Aux dernières élections, le Parti conservateur avait remporté la victoire avec 38 % des voix, ce qui lui avait permis de

mettre la main sur 143 sièges à la Chambre des communes, dont 10 au Québec. Le Parti libéral, qui était alors dirigé par Stéphane Dion, avait obtenu le pire score électoral de son histoire avec 26 % des suffrages et 77 sièges. Le NPD avait pour sa part obtenu 37 sièges et le Bloc québécois, 49.

| Facteur               | Homme | Femme |
|-----------------------|-------|-------|
| Qualifications        | 70    | 70    |
| Responsabilités       | 80    | 80    |
| Conditions de travail | 50    | 50    |
| Effort physique       | 40    | 40    |
| Effort mental         | 60    | 60    |

### Comparez leur travail pour mieux le chiffrer.

L'équité salariale est un droit fondamental qui doit être respecté par tous les employeurs du Québec. Même s'ils occupent des emplois différents, un homme et une femme dont le travail est comparable doivent recevoir le même salaire.

**Le décompte est commencé.**

Comme employeur, vous avez jusqu'au **31 décembre 2010** pour vous conformer à la loi.

Informez-vous au 1 888 528-8765 ou au [www.ces.gouv.qc.ca](http://www.ces.gouv.qc.ca).

**Commission de l'équité salariale Québec**

## ACTUALITÉS

## RECHERCHE SUR LE CLIMAT

## Le financement serait réduit de moitié

FRANÇOIS CARDINAL

La décision d'abolir la Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère (FCSCA), prise la semaine dernière, aura pour conséquence de réduire considérablement les fonds publics attribués à la science des changements climatiques, selon une analyse du Réseau action climat, qui réunit la plupart des groupes environnementaux du pays.

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement Harper, qui a soutenu qu'il redistribuera les fonds à d'autres organismes, le Réseau action climat estime que « plus de la moitié » du budget global normalement accordé à la science canadienne du climat disparaîtra en même temps que la FCSCA.

Pour les environnementalistes, cela démontre, à tout le moins, la méfiance d'Ottawa à l'égard de la science. « Quand un gouvernement étouffe la recherche scientifique sur le climat et la diffusion de ses résultats, les citoyens peuvent naturellement penser que c'est parce que ce gouvernement ne prend pas le dossier au sérieux et ne veut pas que les autres le fassent non plus », indique Matthew Bramley, de l'institut Pembina, qui a été appelé à réviser le rapport du Réseau action climat.



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Seulement 4 des 18 membres du Conseil de la science, de la technologie et de l'innovation sont chercheurs à temps plein. « Il y a plus de représentants de l'industrie et du monde des affaires que de scientifiques au conseil », estime un représentant de l'institut Pembina.

Au cabinet du ministre de l'Environnement, Jim Prentice, on souligne que, après 10 ans d'existence, la Fondation pour les sciences du climat était tout simplement mûre pour une révision. « Nous sommes dans un processus de reddition de comptes, a indiqué Frédéric Baril, porte-parole. Y aura-t-il autre chose à l'avenir? On verra. »

Mais que la FCSCA soit remplacée ou pas, cela ne change rien à l'attitude négative des conservateurs vis-à-vis de la science en général, réplique le Réseau action climat. Il y a eu suffisamment de gestes contre les chercheurs pour se convaincre du peu d'estime que leur accorde Ottawa, ajoute-t-on.

Pour illustrer son propos,

Andrew Cuddy cite plusieurs exemples, dont la nomination de trois « climato-sceptiques » au Conseil de recherches en sciences naturelles et l'abolition du Bureau du conseiller national des sciences, en mars 2008.

Il ajoute que le Conseil de la science, de la technologie et de l'innovation, qui a remplacé le Bureau, n'a qu'un rôle scientifique extrêmement limité.

D'ailleurs, note-t-il, seulement 4 de ses 18 membres sont chercheurs à temps plein. « Et il y a plus de représentants de l'industrie et du monde des affaires que de scientifiques au conseil », ajoute M. Cuddy.

Dans son rapport d'une trentaine de pages, ce dernier fait aussi un survol de certains incidents qui ont irrité les scientifiques d'Environnement Canada depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, en 2006. En plus de la nouvelle politique qui interdit aux chercheurs de répondre directement aux questions des médias, dont *La Presse* a révélé l'existence hier, on rappelle par exemple la décision d'annuler in extremis le voyage d'un de ses chercheurs, en décembre 2008.

En route vers l'aéroport pour se rendre à la conférence de l'ONU sur le climat de Poznan, Don MacIver, directeur de la recherche sur les impacts climatiques, avait en effet reçu l'ordre de ne pas partir. Ottawa avait prétexté la volonté de diminuer ses coûts, alors que le voyage était payé par l'Organisation mondiale de la météo.

CYBERPRESSE.CA

Pour lire la version intégrale de ce texte, rendez-vous sur [cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca)

N°1 DEPUIS PLUS DE 30 ANS

DÉCORATION | RÉNOVATION | AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

ENGRAIS.  
SERFOUETTE.  
HYPERICUM.

PERDU?

TROUVEZ VOS RÉPONSES, VENEZ AU SALON!  
DU 19 AU 28 MARS | PLACE BONAVENTURE

## PAVILLON RECYC-QUÉBEC

RÉALISÉ PAR RECYC-QUÉBEC  
3500 PIEDS CARRÉS  
DE SOLUTIONS VERTES



Trouvez les réponses à vos préoccupations environnementales et des idées pour réaliser vos projets verts. Visitez la Maisonidékit constituée de conteneurs de métal. Écologique, saine et modulable, cette habitation est moderne, originale; bref, géniale!

## THÉÂTRE REMIX

80 ATELIERS-CONFÉRENCES POUR  
VOUS GUIDER DANS VOS PROJETS

Au menu: home staging, meubles écolos, toitures végétales, domotique, tendances en design d'intérieur et plus.

Horaires des conférences disponible au [salonnationalhabitation.com](http://salonnationalhabitation.com)

Concept  
PolygHome

UN TOUT NOUVEAU CONCEPT DE  
CONSTRUCTION VERTE



Tombez sous le charme d'un concept d'habitation unique qui allie confort, luminosité, économie d'énergie et respect de l'environnement. De ses fondations jusqu'à sa toiture, cette maison modulable a tout pour faire rêver.

LE JARDIN ÉPURÉ:  
UN ART DE VIVRE

Laissez-vous envoûter par des jardins splendides réalisés par Aménagement Denis et Fils qui vous permettent d'avoir le coin de nature dont vous rêvez. Découvrez des oasis de verdure qui transforment votre cour arrière en un lieu où il fait bon se retrouver.

## CAA HABITATION

Un arrêt au Carrefour CAA-Québec habitation vous permettra de rencontrer les conseillers expérimentés de CAA-Québec. Des professionnels, triés sur le volet, à votre disposition. Visitez-nous.

LE LOUNGE BANQUE  
LAURENTIENNE

Apportez photos et plans de rénovation et rencontrez nos designers et conseillers financiers pour vous aider à réaliser le projet de vos rêves. Saskia Thuot et Isabelle Racicot viendront rencontrer les visiteurs à quelques reprises durant le Salon. Venez les rencontrer.

SATISFACTION  
GARANTIE  
OU ARGENT REMIS!

Insatisfait de votre visite? Tous les détails au [salonnationalhabitation.com](http://salonnationalhabitation.com)



ACHETEZ EN LIGNE ET  
ÉCONOMISEZ 3\$  
UNE GRACIEUSÉTÉ DE Sears

[salonnationalhabitation.com](http://salonnationalhabitation.com)

PARTENAIRES MÉDIAS

PARTENAIRES  
DES ATTRACTIONS DU SALON

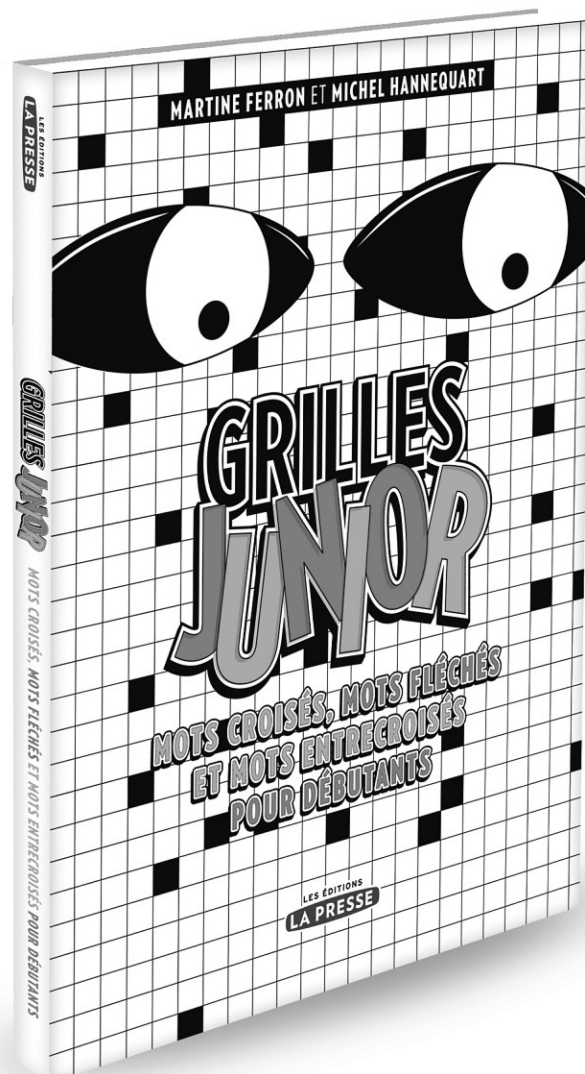
\*Visitez le [salonnationalhabitation.com](http://salonnationalhabitation.com) pour tous les détails. \*Sur le prix régulier pour adulte. Frais de services en sus.

PROMOTION  
L'INCONTOURNABLE  
VOS PROFESSIONNELS DE L'AUTOMOBILE



LE GUIDE DE L'ACHETEUR  
[cyberpresse.ca/incontournable](http://cyberpresse.ca/incontournable)

Plus de  
100 grilles  
stimulantes pour  
les enfants



LES ÉDITIONS  
LA PRESSE

En vente en librairie ou  
sur [librairie.cyberpresse.ca](http://librairie.cyberpresse.ca)

Roy Haynes Jr., chef présumé des Outlaws

## Après la rafle, le procès

CAROLINE TOUZIN

Les Outlaws, gang majeur de la métropole, auraient utilisé des prostituées comme prête-noms pour louer des appartements qui servaient de repaires pour leurs activités criminelles.

C'est du moins la thèse que la Couronne a exposée, hier, à l'ouverture du procès de Roy Haynes Jr., chef présumé des Outlaws, et de cinq coaccusés au palais de justice de Montréal.

L'homme de 34 ans est à la tête d'un réseau de trafiquants qui écoulait de 1 à 2 kg de cocaïne et de crack par mois dans le sud-ouest de la ville, selon la thèse de la poursuite.

Roy Haynes Jr. est le «numéro 1» de l'organisation, a indiqué

pour louer des appartements qui servaient de cache ou de lieu de vente de stupéfiants, a expliqué M<sup>e</sup> Brissette au juge Jean-Pierre Boyer. La jeune femme de 22 ans est aussi accusée de possession illégale d'une arme à feu. Haynes et Squires sont défendus par M<sup>e</sup> Claude Olivier.

Les Outlaws font du trafic de stupéfiants au centre-ville et dans les quartiers de Pointe-Saint-Charles, Verdun et Saint-Henri, a énuméré la poursuite.

Les quatre autres accusés dans cette affaire sont Jason Fraser, Marvin Corbin alias Joe Black, Randall Riley alias Breezee et Keiths Samuels alias Dreads. Tous sont détenus, sauf Kaila Squires.

**En plus d'être soupçonné de gangstérisme et de trafic de drogue, Roy Haynes Jr. est accusé de proxénétisme.**

la procureure de la Couronne, M<sup>e</sup> Nathalie Brissette, dans sa déclaration d'ouverture. Il est responsable de l'achat de la drogue ainsi que des transactions avec le fournisseur, a expliqué l'avocate, qui fait équipe avec M<sup>e</sup> Gianni Cuffaro.

Haynes a plusieurs surnoms, dont Capone, The Boss et Fat Boy.

En plus d'être soupçonné de gangstérisme et de trafic de drogue, il est accusé de proxénétisme. Il se serait servi des revenus tirés du travail de ses prostituées pour acheter de la drogue. Fait particulier: l'une des victimes, qui se présente comme la conjointe de Haynes, est aussi accusée dans cette affaire.

Kaila Squires, alias Mocha, aurait permis aux Outlaws de l'utiliser comme prête-nom

L'enquête de la police de Montréal, qui a commencé en novembre 2006, a duré deux ans. La division du crime organisé n'a pas lésiné sur les moyens: elle a eu recours à des agents d'infiltration, à de l'écoute électronique et à la filature pour bâtir la preuve.

Durant l'enquête, la police a même installé cinq caméras pour filmer à leur insu les accusés, notamment à la principale cache de drogues des Outlaws, rue Jeanne-Mance.

L'opération, baptisée *Satellites*, s'est conclue le 28 mai 2008 avec l'arrestation des suspects et de nombreuses perquisitions dans différents appartements loués par le gang. Les policiers ont notamment saisi cinq armes à feu.

Le procès, qui se déroule devant un juge seul, devrait durer environ un mois et demi.



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

À l'heure actuelle, la peine maximale pour des jeunes reconnus coupables de meurtre, prémédité ou non, est de 10 ans.

JEUNES CONTREVENANTS

## Les conservateurs déposent leur projet aujourd'hui

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le gouvernement Harper dévoilera aujourd'hui les changements qu'il compte apporter à la loi sur les jeunes contrevenants. Les partis de l'opposition, particulièrement le Bloc québécois, promettent de suivre l'affaire de près.

La réforme de la loi sur les jeunes contrevenants avait été un enjeu important au cours de la dernière campagne électorale. Le Bloc avait accusé le Parti conservateur de vouloir envoyer «de la chair fraîche en prison», ce qui avait fait bondir Stephen Harper d'indignation.

Le plan des conservateurs proposait de remplacer la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents par une loi plus sévère, qui visait notamment à emprisonner à vie des jeunes reconnus coupables de meurtre,

prémédité ou non. À l'heure actuelle, la peine maximale est de 10 ans. Les troupes de Stephen Harper voulaient aussi des peines de prison plus longues pour les jeunes reconnus coupables d'un crime violent, comme une agression sexuelle.

Tollé au Québec

Ces promesses avaient provoqué un tollé au Québec, où l'on avait accusé le gouvernement de vouloir emprisonner des adolescents pour la vie dans des prisons pour adultes. Le Parti conservateur avait passé une partie de la campagne à tenter de rectifier le tir, faisant notamment valoir que l'âge minimal pour ces nouvelles mesures dans la province francophone était de 16 ans et que nulle part dans son plan il n'était question d'envoyer des jeunes dans des prisons pour adultes.

On ignore pour l'instant si les changements qu'annoncera aujourd'hui le ministre de la Justice, Rob Nicholson, seront conformes aux promesses de l'automne 2008.

Dans un communiqué de presse publié il y a deux mois, le ministère de la Justice a toutefois donné un avant-goût des intentions du gouvernement Harper en la matière: «Le ministre propose d'exiger que les tribunaux envisagent d'imposer des peines applicables aux adultes à ceux qui sont reconnus coupables de ces crimes graves si les circonstances l'exigent.»

«Les provinces et les territoires auront toujours la discrétion de déterminer l'âge auquel cette exigence s'appliquerait. Par exemple, au Québec, le seuil est de 16 ans et plus. Le ministre a précisé que sa proposition ne modifierait pas ce seuil», précise le document.

## VOTRE PROPRE ÉCURIE DE 375 CHEVAUX.



Modèle Genesis 3.8L avec ensemble Premium montré.

En plus de retrouver son moteur V8 dans la liste des 10 meilleurs moteurs au monde selon Ward<sup>1</sup>, le plus remarquable avec la Genesis 2010 c'est de pouvoir réunir 375 fougueux chevaux dans une magnifique berline à la fois performante et luxueuse. Un tour de force sans précédent dans l'industrie automobile... à ce prix ! L'avantage Hyundai, c'est brillant.

À partir de 38 999 \$ | Louez à partir de 463 \$\*\* Pour 48 mois avec comptant de 6 095 \$. Frais de livraison et de destination inclus.

Modèle V6 3.8L de 290 chevaux

GENESIS par HYUNDAI<sup>MC</sup>

Visitez [www.hyundaicanada.com](http://www.hyundaicanada.com)

<sup>1</sup> Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. • Prix du modèle montré : Genesis 3.8L 2010 avec ens. Premium, 42 999 \$. Frais de livraison et de destination de 1 760 \$, d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement et toutes taxes applicables en sus des PDSF. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. \*\* Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur la Genesis 3.8L 2010 neuve. Mensualité de 463 \$ pour 48 mois sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 6 095 \$ et première mensualité exigée. Frais de livraison et de destination de 1 760 \$ inclus dans les offres de location. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) et toutes taxes applicables en sus. Aucun dépôt de sécurité (0 \$) pour tous les modèles. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10¢ par km additionnel. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. ••• Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. † Classement parmi les 10 meilleurs moteurs selon Ward basé sur la Genesis 4.6L 2009 avec ensemble Technologie.

## MONDE

# « Le Pen est une bonne marque »

Le chef du Front national se réjouit du sursaut de son parti aux élections régionales



PHOTO ÉRIC GAILLARD, REUTERS

Alors qu'on le croyait voué à un déclin irréversible, le Front national de Jean-Marie Le Pen a obtenu l'un des meilleurs scores de l'extrême droite en bord de Méditerranée depuis un quart de siècle.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE  
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — On le croyait mort ou, en tout cas, voué à un déclin irréversible. Le Front national vient de faire son retour dans le jeu politique français.

Dimanche soir, au premier tour des élections régionales, l'extrême droite menée par Jean-Marie Le Pen a indéniablement créé la surprise. Les 11,55 % obtenus en France « métropolitaine » ne constituent pas en soi un résultat extraordinaire – aux régionales de 2004, le FN avait frôlé les 15 % –, mais c'est bien davantage que ce que prévoient sondages et observateurs.

Avec plus de 20 % pour le vieux chef en Provence-Côte d'Azur, et plus de 18 % pour sa fille et héritière, Marine, dans le Nord-Pas-de-Calais, le parti que l'on disait moribond connaît un spectaculaire sursaut. Chacun se disait que l'étiquette « FN » ne survivrait pas à la disparition de son fondateur et meilleur propagandiste. Il semble aujourd'hui que Marine Le Pen, tout juste âgée de 41 ans, soit en mesure d'assurer la succession.

En tout cas, c'est par ses propres moyens qu'elle a réussi son implantation dans cette région traditionnellement minière et ouvrière, bastion de la gauche, aujourd'hui frappée de plein fouet par la crise économique.

## Capacité de nuisance

Étant donné le mode de scrutin des élections régionales françaises, il existe un seuil capital en dessous duquel un parti politique perd la plus grande partie de son influence. Une liste de candidats doit obtenir au moins 10 % des suffrages exprimés au premier tour pour pouvoir se maintenir au second tour ou négocier son ralliement.

Crédité de 7 % ou 8 % des voix avant le scrutin par la majorité des instituts de sondage – qui ont toujours eu beaucoup de difficulté à évaluer le vote « frontiste », par définition secret et inavouable –, le Front national semblait avoir perdu sa

à la présidentielle de 2002. Nicolas Sarkozy, par son discours musclé sur la sécurité, avait ramené ce score à 10 %. La descente aux enfers semblait commencée pour Le Pen: le FN était tombé à 4,29 % aux législatives de juin 2007, et à 6,8 % aux européennes de juin 2009.

Le financement public du parti, lié aux résultats électoraux, s'était brutalement tari. Jean-Marie Le Pen allait sur ses 80 ans – il en aura 82 dans quelques jours –, et personne ne semblait en mesure de reprendre le flambeau de celui qui reste l'un des plus grands tribuns politiques dans ce pays.

Le premier tour des régionales a d'un seul coup

**Avec plus de 20 % pour le vieux chef en Provence-Côte d'Azur, et plus de 18 % pour sa fille et héritière, Marine, dans le Nord-Pas-de-Calais, le parti que l'on disait moribond connaît un spectaculaire sursaut.**

capacité de nuisance: on pensait qu'il ne passerait la barre des 10 % que dans deux ou trois des vingt et une régions que compte la France hexagonale.

Or, voici que revient le cauchemar pour la droite « parlementaire », c'est-à-dire sarkozyste: le parti lepéniste se maintient allègrement dans 12 régions, en l'occurrence celles que la droite traditionnelle pouvait espérer reprendre à la gauche.

## Descente aux enfers

Depuis l'élection présidentielle de mai 2007, on pensait que les jours du Front national étaient comptés. L'extrême droite avait atteint un record de 19 % des voix

démenti tous ces pronostics. Sur son seul nom et sans même faire campagne – sinon dans quelques émissions politiques à la télé –, Le Pen a obtenu l'un des meilleurs scores de l'extrême droite en bord de Méditerranée depuis un quart de siècle. Et son héritière – à qui il passera le flambeau l'automne prochain ou au début de 2011 – vient de montrer son efficacité politique sur une terre de mission.

« Ces scores montrent que Le Pen est une bonne marque », a commenté dimanche soir le vieux chef avec un sourire épanoui. Il est possible en effet que son nom lui survive dans l'arène politique française.

## GRANDE-BRETAGNE

# Nouvelle polémique sur le viol

Les victimes de viol ont la vie particulièrement dure en Grande-Bretagne si elles veulent obtenir justice. Seulement 6 % des viols signalés aux autorités aboutissent à un verdict de culpabilité. Cette statistique notoire ne devrait plus être utilisée parce qu'elle dissuade les victimes d'alerter la police, selon un rapport controversé publié hier.



MALI ILSE PAQUIN  
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — Mary, 46 ans, n'a plus confiance en la police depuis qu'elle a été violée.

C'était en juin 2008. Dès ses premières démarches auprès des forces de l'ordre, elle ne se sent pas respectée. On ne la rappelle pas. Elle doit se battre pour amener son violeur en cour.

Au procès, la détective chargée de l'enquête la dépeint comme une « emmerdeuse ». Mary a même du mal à voir son avocat. « C'était horrible. J'avais l'impression

que c'était moi l'accusée », dit la Londonienne, qui préfère taire son nom de famille.

Son agresseur a finalement été acquitté, même s'il a admis devant le tribunal que Mary n'avait pas consenti au rapport sexuel.

Mary fait partie des 94 % de victimes de viol dont l'agresseur n'ira jamais derrière les barreaux. Des groupes de femmes dénoncent régulièrement cette tache à la réputation de la justice britannique.

Un important rapport publié hier reconnaît le traitement « choquant » que subissent certaines victimes d'agression sexuelle. L'auteure, dame Vivien Stern, écrit que des plaignantes ont eu l'impression d'être violées une seconde fois dans les rouages de la justice.

Selon elle, la statistique selon laquelle seulement 6 % des viols signalés à la police se terminent par un verdict de culpabilité ne devrait plus être utilisée parce qu'elle aurait un effet pervers: elle dissuaderait les personnes violées de porter plainte.

On ne devrait tenir compte que des cas de viol portés devant la justice, croit-elle. Dans les faits, 58 % des accusés sont reconnus coupables. « C'est un meilleur résultat que dans les procès pour meurtre », note M<sup>me</sup> Stern dans son rapport.

Cette recommandation a été très mal reçue non seulement par des groupes de femmes, mais aussi par l'adjointe du procureur général. « Le taux de 6 % a une énorme signification. Il reflète le grand nombre de victimes qui jettent l'éponge avant d'aller en cour », a dit Vera Baird.

« Sans les nombreuses bourdes des policiers et la culture de blâme envers les victimes de viol, nous n'aurions pas à faire tant de bruit autour de ces 6 % », explique de son côté Ruth Hall de l'organisme Women Against Rape.

Ne manquez pas en fin de semaine!

**Bio-K<sup>+</sup> PLUS**  
Chef de file des probiotiques

DÉMOS CULINAIRES  
DÉGUSTATIONS  
CONFÉRENCES  
EXPOSANTS

présente:

**EXPO MANGER santé**  
et vivre Vert

ENTRÉE 12\$  
10\$ aînés et étudiants  
Gratuit pour les moins de 16 ans

NOS PORTE-PAROLE  
Anne-Marie Roy et Joël Legendre  
vous invitent chaleureusement

**MONTRÉAL 19-20-21 MARS**  
Palais des congrès • 13<sup>e</sup> édition  
Vendredi 11 h à 20 h • Samedi 10 h à 18 h  
Dimanche 10 h à 17 h

**QUÉBEC 27-28 MARS**  
Centre des congrès • 10<sup>e</sup> anniversaire  
Samedi 10 h à 18 h • Dimanche 10 h à 17 h

Commensal GÔTEZ LA VIE  
Bio-Vert  
Clef DES CHAMPS  
natura  
LA PRESSE cyberpresse.ca

www.expomangersante.com

**Salon des Vins et spiritueux de Montréal**

CONCOURS

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER L'UN DES NOMBREUX PRIX OFFERTS

Pour tous les détails de ce concours et pour participer, rendez-vous sur [www.cyberpresse.ca/salonsvins](http://www.cyberpresse.ca/salonsvins)

LA PRESSE SAQ CAVAVIN Rosyma cyberpresse.ca

L'Association québécoise des agences de vins, bières et spiritueux et son partenaire principal la SAQ présentent le Salon des vins et spiritueux de Montréal, du 25 au 28 mars, au Palais des congrès.

LE TOUR DU GLOBE

MEXIQUE

Le FBI enquête

Des agents du FBI sont arrivés à Ciudad Juárez pour enquêter sur les meurtres d'une Américaine employée du consulat des États-Unis, de son mari et du mari mexicain d'une autre collaboratrice du consulat, a-t-on appris hier de source judiciaire. Les trois victimes ont été abattues par des tueurs alors qu'elles rentraient samedi de la même réception, regagnant en voiture leurs domiciles respectifs, dans l'une des villes les plus violentes du Mexique. - AFP



PHOTO JESUS ALCAZAR, AFP  
Un soldat mexicain surveille la scène où trois victimes ont été abattues.

THAÏLANDE

Le gouvernement résiste

Des dizaines de milliers de « chemises rouges » se sont réunies hier devant le quartier général de crise du premier ministre thaïlandais à qui ils promettent de manifester jusqu'à obtenir sa démission, une demande qu'Abhisit Vejjajiva a une nouvelle fois rejetée. « Les manifestants demandent la dissolution du Parlement (...). La coalition a estimé que cette demande ne pouvait être acceptée », a-t-il déclaré à la télévision. - AFP

AFRIQUE DU SUD

Condamné pour discours « haineux »

Le chef du mouvement de la jeunesse du parti au pouvoir en Afrique du Sud, Julius Malema, a été jugé coupable de « discours haineux » pour avoir déclaré que la plaignante dans le procès pour viol du président Jacob Zuma avait passé « du bon temps ». Le président de la Ligue de la jeunesse du Congrès national africain (ANC) avait suscité l'émoi en janvier 2009, quand il avait tourné en ridicule l'accusatrice de Jacob Zuma, acquittée en 2006 faute de preuves. - AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

23 millions

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi est l'homme politique le plus riche de son pays, avec un revenu déclaré en 2008 de 23 millions d'euros (environ 32 millions de dollars), selon les déclarations de revenus des élus rendues publiques hier par le Parlement. - AFP

Relations tendues entre les États-Unis et Israël

« Un problème sérieux »

RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Les relations entre Israël et les États-Unis sont-elles vraiment « au plus bas depuis 1975 », comme l'aurait déclaré Michael Oren, ambassadeur d'Israël à Washington?

Selon la presse israélienne, le diplomate aurait fait cette déclaration à des collègues au cours d'une conférence téléphonique durant laquelle il évoquait la colère de l'administration Obama à la suite de l'annonce par Israël, durant la visite récente du vice-président Joseph Biden, de la mise en chantier d'un projet de colonisation à Jérusalem-Est.

Mais Aaron David Miller, ex-négociateur américain du Proche-Orient, préfère parler d'un « problème sérieux » entre les deux alliés. Il ne croit pas qu'il s'agisse d'une « crise d'envergure historique » comparable à celle qui avait suivi les pressions américaines pour qu'Israël se retire du Sinaï, deux ans après la guerre du Yom Kippour.

« Les tensions actuelles se comparent davantage à celles qui avaient opposé en 1991 le gouvernement d'Ytzhak Shamir au premier président Bush et à son secrétaire d'État, James Baker », a déclaré Miller. Il faisait allusion à la décision de Washington de geler jusqu'aux élections de 1992 une garantie de prêts bancaires de 10 milliards de dollars accordée à un taux avantageux à Israël.

Comme l'administration actuelle, celle de George Bush père était déterminée à enrayer la colonisation en territoires palestiniens. Pendant



PHOTO DAVID FURST, AFP  
Le vice-président américain Joe Biden (au centre, accompagné du premier ministre palestinien Salam Fayyad, à droite), qui était en Israël la semaine dernière pour relancer les négociations de paix entre Israël et la Palestine, n'a pas apprécié l'annonce de la mise en chantier d'un projet de colonisation à Jérusalem-Est.

le week-end dernier, le secrétaire d'État Hillary Clinton a qualifié d'« insultante » l'attitude israélienne à l'égard du vice-président Biden, qui se trouvait en Israël pour relancer les négociations de paix entre Israël et les Palestiniens. L'un des principaux conseillers de la Maison-Blanche, David Axelrod, a pour sa part parlé d'« insulte » et d'« affront ».

Appel au calme de Nétanyahou

Contrairement à son ambassadeur à Washington, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou a tenté de minimiser dimanche la por-

tée du désaccord. « Je suggère que nous gardions notre calme et que nous ne nous énermons pas », a-t-il déclaré lors de la réunion hebdomadaire de son cabinet, au lendemain d'un entretien téléphonique de 43 minutes avec une Hillary Clinton fort mécontente. « Il s'agit d'un incident regrettable », a-t-il ajouté.

Mais le premier ministre Nétanyahou a répété hier qu'il n'était pas question de renoncer aux constructions à Jérusalem-Est. Et s'il n'a pas critiqué l'administration Obama, d'autres l'ont fait à sa place aux États-Unis, dont l'influent

lobby pro-Israélien AIPAC (American Israel Public Affairs Committee).

Les propos de l'administration Obama « concernant les relations entre les États-Unis et Israël sont un sérieux sujet d'inquiétude », a déclaré l'AIPAC dans un communiqué.

« L'AIPAC appelle l'administration à prendre des mesures immédiates pour apaiser la tension avec l'État hébreu », a ajouté le groupe.

Aaron David Miller, qui est aujourd'hui rattaché à l'Institut Woodrow Wilson, à Washington, estime de son côté que le gouvernement israélien

UNE RELATION DIFFICILE

Les principaux moments de tension dans la relation privilégiée entre les États-Unis et Israël.

1975 > Deux ans après la guerre israélo-arabe du Yom Kippour (octobre 1973), le président Gerald Ford et son secrétaire d'État, Henry Kissinger, forcent la main à Israël pour parvenir à deux accords successifs de désengagement partiel du Sinaï avec l'Égypte.

1985 > Affaire Jonathan Pollard, juif américain analyste de la marine, condamné à la prison à vie pour avoir livré à Israël des milliers de documents confidentiels concernant les activités d'espionnage des États-Unis.

1991 > Le président George Bush père et son secrétaire d'État, James Baker, déterminés à enrayer la colonisation, gèlent jusqu'aux élections de 1992 la garantie par les États-Unis de prêts bancaires de 10 milliards de dollars consentis à un taux avantageux à Israël pour l'aider à absorber 1 million d'immigrés juifs de l'ex-URSS.

2009 > Le président Barack Obama exige qu'Israël gèle totalement la colonisation pour permettre la reprise des négociations de paix avec les Palestiniens, mais renonce finalement à cette condition.

mérite une bonne part du blâme. Selon lui, l'annonce du projet de colonisation durant la visite du vice-président Biden « est un geste incompetent et virtuellement incompréhensible ». Cela dit, il est très loin d'absoudre l'administration Obama.

« Le problème de l'administration Obama est qu'elle a parlé en termes extrêmement durs, a dit Miller lors d'un entretien téléphonique. Si le premier ministre Nétanyahou ne trouve pas une façon de désamorcer la situation, l'administration devra faire quelque chose ou révéler sa faiblesse. C'est une situation très douloureuse. »

Réseau privé de mercenaires

Un responsable du gouvernement américain a mis en place un réseau de sous-traitants privés en Afghanistan et au Pakistan dans le but de localiser et de tuer des militants islamistes présumés, a rapporté hier le *New York Times*. Certains responsables américains ont exprimé leur préoccupation face à la possibilité que Michael Furlong, du ministère américain de la Défense, soit à la tête d'un tel réseau d'espions non officiel, sans qu'on sache réellement qui supervise les opérations. d'après AFP

PROMOTION

Guide officiel 2010 du

**SALON NATIONAL DE L'HABITATION**

Un cahier à conserver  
Le mercredi 17 mars  
dans *La Presse*

Résultats, nouvelles exclusives, événements marquants

Recevez nos alertes par courriel  
Inscrivez-vous sur  
[cyberpresse.ca/alerte](http://cyberpresse.ca/alerte)

[cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca)

AU CŒUR DU VIEUX-QUÉBEC

Découvrez le **Spa Manoir!**

**Forfait Vieux-Québec**

- 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
- Petit déjeuner américain
- Accès à la piscine intérieure / au sauna / au club de santé
- Frais de service

A partir de **149\$**

PAR CHAMBRE, PAR NUIT, TAXES EN SUS VALIDE JUSQU'AU 9 MAI 2010

**Chambre seulement**

A partir de **129\$**

PAR CHAMBRE, PAR NUIT, TAXES EN SUS VALIDE JUSQU'AU 9 MAI 2010

**HÔTEL MANOIR VICTORIA**

☛ Nos 16 forfaits sont disponibles en certificats-cadeaux

44, Côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8 • [www.manoir-victoria.com](http://www.manoir-victoria.com) • 1 800 463-6283

## FORUM

## LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

## Les gros bras



NATHALIE COLLARD

nathalie.collard@lapresse.ca

La semaine dernière, un reportage de l'émission *Enquête* de Radio-Canada rapportait certains cas d'intimidation de la part de travailleurs membres de la FTQ-Construction sur des chantiers de la Côte-Nord.

Hier, le syndicat visé dans le reportage a voulu remettre les pendules à l'heure et défendre la réputation de ses membres.

Mais plutôt que de s'expliquer calmement et de répondre aux questions des journalistes, la FTQ-Construction nous a plutôt fait la démonstration que l'intimidation,

*Il est hors de question de tolérer l'intimidation de la FTQ-Construction sur la place publique.*

même en conférence de presse, est un comportement qui semble faire partie de la culture du syndicat.

Le ton employé par son directeur général, Richard Goyette, était arrogant, agressif et ses propos, empreints de sarcasmes. Une attitude indigne pour quiconque représente un organisme ou une institution publique québécoise.

M. Goyette s'en est d'abord pris aux personnes qui ont « osé » émettre des critiques à l'endroit du syndicat au cours des dernières semaines: l'ex-ministre Jean Cournoyer, l'économiste Pierre Fortin, ainsi que la CSN et sa présidente,

Claudette Charbonneau, ont tous été interpellés de façon fort cavalière.

En plus du ton méprisant utilisé à leur endroit, M. Goyette et ses collègues ont menacé les médias qui se dresseraient sur leur chemin de plaintes devant le CRTC, de mises en demeure et de poursuites. L'avocat du syndicat a ajouté que dorénavant, la FTQ-Construction choisirait les médias auxquels elle veut s'adresser. Duplessis, es-tu là?...

Tout au long de cette conférence de presse-fleuve où la confusion était à l'honneur, pas un seul mot n'a été dit sur les allégations contenues dans le reportage de l'émission *Enquête*. « On attend les conclusions de l'enquête policière », s'est-on contenté de dire.

Pour le reste, il semble que la FTQ-Construction est un syndicat exemplaire qui n'a rien à se reprocher.

Sans surprise, M. Goyette ne veut rien entendre de la tenue d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur les rumeurs de collusion et de corruption dans le milieu de la construction. Un tel exercice relève de la « clownerie et du cirque », selon lui. Et bien soit, qu'on sorte les lions! Car ce point de presse a sans doute achevé de convaincre les derniers sceptiques du besoin urgent de la tenue d'une telle enquête.

D'ici là, il faut dénoncer le ton employé hier par les dirigeants de la FTQ-Construction. Nous sommes dans une société libre et démocratique dans laquelle il est permis de critiquer et de défendre ses idées, mais où la brutalité verbale n'a pas sa place. Tout comme les travailleurs n'ont pas à subir l'intimidation dans leur milieu de travail, il est absolument hors de question que la société civile – syndicats, médias et politiciens – ait à tolérer l'intimidation de la FTQ-Construction sur la place publique.

## Un immense vide



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Selon un sondage Léger Marketing publié hier par *Le Devoir*, la popularité du Parti libéral du Québec est en chute libre et l'insatisfaction à l'égard du gouvernement en place atteint 70%. Cela n'a rien d'étonnant compte tenu de la piètre performance du conseil des ministres libéral depuis l'automne. On a l'impression d'un gouvernement à la dérive, incapable de parler et d'agir de manière cohérente, ballotté d'une crise à l'autre.

*On constate un immense vide de leadership que les partis politiques actuels sont incapables de combler.*

La donnée la plus frappante de cette enquête est ailleurs. Interrogés à savoir qui ferait le meilleur premier ministre, 24% choisissent Pauline Marois, 20% Jean Charest et... 41% refusent ou sont incapables de répondre. Depuis les élections de 2008, le score de M. Charest est tombé de 18 points tandis que celui de M<sup>me</sup> Marois plafonne. Déçus du chef libéral, bon nombre d'électeurs ne sont pas plus impressionnés par la chef de l'opposition officielle (bien que le PQ remporterait facilement des élections générales si elles avaient lieu aujourd'hui). Il y a, de toute évidence, un immense vide de leadership que les partis politiques actuels sont incapables de combler.

## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FTQ-CONSTRUCTION, RICHARD GOYETTE, S'ADRESSE AUX JOURNALISTES



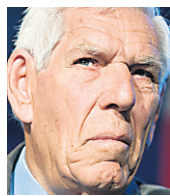
DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

## OPINION

## Sans plan d'ensemble

Au lieu d'analyser sérieusement le rapport sur le financement de la santé, le ministre Bolduc a choisi de l'ignorer

CLAUDE CASTONGUAY



L'auteur est un ex-ministre de la Santé et fellow invité au CIRANO.

En février 2008, le groupe de travail sur le financement de la santé que j'ai présidé rendait public son rapport.

Au terme de nos travaux, nous recommandions en premier lieu une augmentation de 0,5% de la TVQ et l'introduction non pas d'un ticket modérateur, mais d'un T-4 santé.

Dès le lendemain de la publication de notre rapport, le gouvernement rejetait la recommandation de hausser la TVQ de 0,5%. Le rejet fut si catégorique que l'on a conclu que l'ensemble du rapport était voué aux oubliettes.

Mais, surprise, peu de temps après sa réélection avec une majorité de sièges, le gouvernement annonçait son intention de hausser la TVQ de 1%. Il semble même qu'il s'apprêterait à annoncer une hausse additionnelle de 1%.

La décision de rejeter notre rapport était-elle justifiée? Poser la question, c'est y répondre.

Notre rapport comprend un ensemble de mesures visant à dynamiser notre système de santé, améliorer l'accessibilité et freiner de façon ordonnée la croissance de ses coûts. Je

souligne que ces propositions respectent pleinement son caractère public et universel.

Elles permettraient de réduire graduellement la progression des coûts du système, sans réduire les services, d'au moins 10% par année. Sur un budget de 26 milliards, les économies possibles sont substantielles. Les soins de première ligne, les soins à domicile, les infirmières, les médecins de famille, le dossier patient informatisé pourraient bénéficier grandement d'une réallocation de ces économies.

Au lieu d'analyser sérieusement notre rapport, le ministre Yves Bolduc a choisi de l'ignorer. À deux reprises, j'ai offert de lui

Notre rapport proposait également un décloisonnement encadré de la pratique médicale et une ouverture limitée sur le secteur privé. Il s'agit de propositions de nature complémentaire qui ne remettent pas en cause l'universalité du système. Bien que ces propositions demeurent à mon avis pleinement pertinentes, ouvrir à ce moment-ci un débat sur ces questions aurait malheureusement pour effet de détourner l'attention de l'enjeu prioritaire.

À la suite de la publication de notre rapport, les principaux acteurs du secteur de la santé se sont prononcés en faveur de la majeure partie de nos recommandations sur notre système

*Sans remettre en cause l'universalité du système, notre rapport proposait un décloisonnement encadré de la pratique médicale et une ouverture limitée sur le secteur privé.*

présenter le contenu de ce rapport qui, en passant, a coûté plus de 400 000\$ aux contribuables. Il préfère agir sans plan d'ensemble au fur et à mesure que les problèmes et les crises surgissent. Pourtant, il est clair que c'est précisément cette approche qui, trop souvent utilisée dans le passé, est largement responsable de l'état actuel de notre système de santé.

Les gens sont inquiets et espèrent que les mesures qui s'imposent soient prises. Le maintien au rancart de nos recommandations ne fait plus de sens.

Le temps est manifestement venu pour le premier ministre d'intervenir afin de sortir notre système public de santé de son état de crise chronique et de rassurer la population.



Réagir au fur et à mesure que les problèmes et les crises surgissent est une approche qui ne règle rien, estime le président du groupe de travail sur le financement de la santé (février 2008), Claude Castonguay.

## EXCLUSIF À CYBERPRESSE

Chantiers de la construction: plus ça change, plus c'est pareil  
[cyberpresse.ca/chantiers](http://cyberpresse.ca/chantiers)

## LE BLOGUE DE L'ÉDITO

[www.cyberpresse.ca/edito](http://www.cyberpresse.ca/edito)

Se reproduire: un droit?  
 par Ariane Krol

## À BIEN Y PENSER

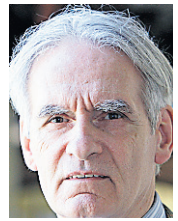
À 4,1%, la ville de Québec a non seulement le plus bas taux de chômage au Canada, mais également en Amérique du Nord, parmi les villes de plus d'un demi-million d'habitants. Ne cherche plus Clotaire, on a trouvé: Québec... wow!  
— Jacques Noël, Québec

## FORUM

# Une préséance contextuelle

Sans hiérarchie formelle, il est légitime d'accorder au critère de l'égalité homme-femme un poids supérieur dans l'examen d'une demande d'accommodement

GÉRARD BOUCHARD



Avec Charles Taylor, l'auteur a coprésidé la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles.

Ce que j'ai surtout retenu du récent épisode du niqab au cégep Saint-Laurent, c'est le manque d'assurance dont semblent faire preuve de nombreux gestionnaires d'institutions publiques quand il s'agit de traiter – et en particulier de rejeter – une demande d'accommodement (qu'on ne voie pas dans cette remarque un blâme, mais une simple constatation).

En guise d'explication, on a souvent mentionné le manque de balises. Je crois que cette explication est insuffisante et en partie erronée. Après tout,

à la réflexion une proposition qui, me semble-t-il, serait de nature à assurer une protection adéquate à cette valeur fondamentale tout en facilitant la tâche aux décideurs en matière d'accommodements.

Ma proposition réfère à toute demande d'accommodement où l'égalité homme-femme se trouve en compétition avec un autre droit de telle manière que, si la demande était agréée, elle installerait la femme dans un statut d'infériorité par rapport à l'homme (je dis «statut», il s'agit donc d'une question de principe général et non du sort de telle ou telle femme en particulier qui serait visée dans la demande). Dans ce cas, je crois que l'égalité homme-femme devrait bénéficier d'une préséance ad hoc (ou contextuelle). La légitimité et la légalité de cette disposition me paraissent découler:

a) de l'article 9.1 de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, selon lequel

gnant et humiliant auquel l'Église catholique québécoise a soumis les femmes en général);

f) du rapport de la commission Bouchard-Taylor où on peut lire que: «Dans le secteur des soins de santé comme dans tous les services publics, cette valeur [l'égalité homme-femme] disqualifie, en principe, toutes les demandes ayant pour effet d'accorder à la femme un statut inférieur à celui de l'homme» (p. 20, alinéa 1).

Il s'ensuit que, dans la limite et dans l'esprit qui viennent d'être indiqués, il est légitime et pertinent d'accorder au critère de l'égalité homme-femme, dans un contexte donné, un poids supérieur au poids combiné de tous les autres critères intervenant dans l'examen d'une demande d'accommodement, ce qui en pratique rend ce critère peu susceptible d'être subordonné.

Par ailleurs, on convient que cette disposition générale pourra être infléchie de diverses façons s'il entre en jeu des considérations tenues pour supérieures dans notre société. Par exemple, dans un établissement de santé pour personnes âgées, tous s'accordent pour que, dans la mesure du possible, les soins intimes soient prodigués par des personnes du même sexe, ce qui déroge pourtant à la règle de l'égalité homme-femme; c'est alors la dignité humaine et plus précisément la pudeur qui est en jeu. Depuis mars 2010, et pour la même raison, une convention similaire prévaut pour l'inspection physique des passagers dans les aéroports québécois et canadiens. Tous s'accordent aussi pour qu'une jeune fille ou une femme violée soit prise en charge de préférence par un personnel professionnel féminin (policière, psychologue, etc.).

D'autres situations d'exception du même genre peuvent survenir qu'il est impossible de prévoir, ce qui interdit d'octroyer à l'égalité homme-femme une préséance formelle inscrite dans une loi ou dans la Charte (elle y figure déjà comme clause interprétative). On voit ici la nécessité de



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE  
Les demandes d'accommodements raisonnables semblent rendre nos gestionnaires d'institutions publiques mal à l'aise. L'épisode du niqab au cégep Saint-Laurent (notre photo) constitue un bel exemple.

maintenir le principe de l'interdépendance des droits qui sous-tend la philosophie des chartes. Il est utile également de rappeler qu'aucun droit n'est absolu, même le droit à la vie: on envoie des soldats au front, on autorise des sports extrêmes, on s'ouvre de plus en plus à l'euthanasie, etc.

En dépit du poids éminent qu'il convient de lui donner concrètement, il serait donc contraire à l'esprit de cette proposition que de vouloir l'insérer dans un texte constitutionnel. Elle doit conserver son caractère ad hoc ou contextuel.

Mais elle pourrait faire l'objet d'une déclaration solennelle ou d'une motion adoptée par l'Assemblée nationale ainsi que d'une intense promotion parmi la population, tout spécialement auprès des gestionnaires d'institutions publiques et privées chargés de traiter les demandes d'accommodement.

Enfin, la présente proposition devrait être prolongée pour lui annexer des critères permettant de déterminer ou de reconnaître concrètement les situations où la femme se trouve effectivement installée dans un statut d'infériorité.

**Des propositions qui auraient recueilli un très large appui dans la population n'ont pas été relayées, diffusées et traduites en directives sur lesquelles les décideurs auraient pu s'appuyer en toute confiance.**

le rapport de la commission que j'ai coprésidée consacre à ce sujet de longs développements. À propos du niqab justement, il est recommandé d'en interdire le port chez les agents de l'État et dans le milieu de l'éducation. Je crois plutôt que le problème tient en grande partie au fait que ce genre de propositions qui auraient recueilli un très large appui dans la population n'ont pas été relayées, diffusées et traduites en directives sur lesquelles les décideurs auraient pu s'appuyer en toute confiance.

L'incertitude qui entoure le respect de l'égalité homme-femme offre un autre exemple d'une balise qui a été clairement énoncée dans le rapport et qui est restée sans suite. En m'inspirant de cet énoncé, j'aimerais soumettre

les libertés et droits fondamentaux doivent s'exercer dans le respect des valeurs démocratiques de notre société;

b) de l'article 10 de la même Charte, interdisant toute forme de discrimination fondée sur le sexe;

c) de l'article 50.1, ajouté en 2008, selon lequel «les droits et libertés énoncés dans la présente Charte sont garantis également aux femmes et aux hommes»;

d) du préambule de la Charte, selon lequel «le respect de [...] l'égalité entre les femmes et les hommes [entre autres]» est l'un des «fondement[s] de la justice, de la liberté et de la paix»;

e) de la sensibilité particulière que les Québécois ont développée à l'égard de cette valeur universelle (pensons notamment au rapport contrai-

FORUM@LAPRESSE.CA

## Mauvaise création de richesse



Pauline Marois dit que notre priorité nationale devrait être la création de la richesse. Je suis estomaquée. Il se crée de la richesse comme jamais auparavant. Par contre, ce que je vois de plus en plus, c'est un écart grandissant entre les riches et les pauvres. Seul l'État peut tenter de favoriser une meilleure égalité des chances entre les individus. Je m'attends à ce qu'une politicienne qui se déclare progressiste propose des avenues pertinentes à cet égard. Malheureusement, ce que j'entends de Pauline Marois est un extrait de la position officielle du Conseil du patronat ou une réplique des discours de l'ADQ. J'aimerais connaître son opinion à l'égard du traitement fiscal des régimes d'option d'achat d'actions des hauts dirigeants d'entreprises. Ce traitement de faveur est scandaleux. C'est peut-être légal, mais totalement immoral. Si c'est cela que Pauline Marois appelle la création de richesse, je réponds non merci.

Marie-France Péloquin, Sorel-Tracy

## Dans la bonne direction

En prenant ses distances avec la gauche québécoise et en déclarant ouvertement son engagement à favoriser la création de la richesse, Pauline Marois

a fait un pas important dans la bonne direction. Sa lecture des enjeux stratégiques actuels du Québec est la bonne. Il y a des limites a constamment distribuer la richesse, il faut également la créer. Ce qu'elle a fait n'est pas rien et ses conséquences dépassent le cadre de sa seule formation politique. En effet, Jean Charest a maintenant le chemin libre pour prendre les décisions nécessaires pour notre bien-être collectif. Espérons qu'après Lucien Bouchard et Pauline Marois, Jean Charest se comportera également en homme d'État et fera preuve de leadership pour prendre enfin les difficiles décisions nécessaires. Le discours de gauche a trop longtemps monopolisé l'espace public au Québec. Ce que j'entends me plaît de plus en plus.

Nicolas Laurendeau, Montréal

## Parti à la dérive

Alors que le Parti libéral vit des heures sombres et que plusieurs de ses sympathisants questionnent son avenir, voilà que sous l'habile direction de Pauline Marois, le PQ est à lentement creuser sa propre tombe. En tenant ce colloque sur la création de la richesse, aussi vague que farfelu, et en expulsant manu militari les membres du SPQ libre des délibérations, il nous reste l'étonnante impression d'une formation en train de mourir par faute d'ouverture sur la vie réelle de tant de citoyens d'ici. À ce niveau d'incohérence, pourquoi ne pas souhaiter une union ADQ-PQ? Alors que la population du Québec est

à se transformer profondément et que le débat sur la souveraineté devient presque une histoire ancienne, M<sup>me</sup> Marois et compagnie ne trouvent rien de mieux qu'imposer le silence à ceux qui étaient un nécessaire questionnement au sein d'un parti parti à la dérive.

Jacques Léger, Montréal

## Un «s» qui fait toute la différence



Alors qu'implicitement, on l'accuse de ne pas vouloir ouvrir d'enquête dans l'industrie de la construction, le premier ministre Jean Charest nous dit qu'il ne travaille que dans l'intérêt «des» Québécois; comme je suppose que M. Charest connaît bien son français, il me semble qu'il y avait un «s» en trop et qu'il aurait dû dire «de». En français, «des Québécois» veut dire «de tous les Québécois» alors que «de Québécois» veut dire «de certains Québécois». Et c'est bien le «de» que M. Charest aurait dû utiliser, car le gouvernement québécois donne l'impression de travailler pour les patrons des firmes de travaux publics et d'asphalte et pour certains responsables syndicaux. Mais M. Charest ne travaille pas pour tous les Québécois.

François Gros d'Aillon, Rosemère

## Double fin de régime

Nous sommes à la veille de grandes transformations chez nos deux grands partis politiques. Le scandale de la construction qui prend de l'ampleur, les sorties malheureuses de la plupart des ministres font du gouvernement Charest un gouvernement en sursis. Le premier ministre est même allé porter son CV en personne partout sur la planète. Du côté du PQ, les choses ne sont guère plus roses: Pauline Marois s'est fait une foule d'ennemis à l'intérieur même de son parti avec la façon cavalière dont elle a expulsé le SPQ libre, après avoir désavoué Pierre Curzi une autre fois en mettant en veilleuse l'utilisation de la clause dérogatoire à la loi 104. On peut s'attendre à voir Clément Gignac devenir le premier ministre désigné avec le mandat de mettre de l'ordre dans les finances publiques. Puis au PQ, il faut s'attendre à voir Gilles Duceppe revenir mettre de l'ordre dans la maison souverainiste. Nous avons définitivement besoin d'une troisième voie!

Pierre Langlois, Montréal

## Vers Québec solidaire

Le SPQ libre s'est enfin fait montrer la porte par le Parti québécois. Ses quelque 300 membres n'ont qu'à rejoindre maintenant leurs vrais coreligionnaires, à savoir les membres de Québec solidaire, qui les accueilleront à bras ouverts.

Sylvio Le Blanc, Montréal

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931



L'ÉVÈNEMENT  
**ÉQUIPÉS**  
SUR MESURE

# PERSONNALISEZ VOTRE VÉHICULE

**FORD FOCUS SE 2010 ÉDITION SPÉCIALE  
AVEC ENSEMBLE SPORT**

ACHETEZ POUR

**229\$\*\***  
/ MOIS

MONTANT FINANCÉ DE 15 549 \$. ACOMPTÉ DE 2 350 \$. TRANSPORT DE 1 350 \$ EN SUS.  
TERME DE 72 MOIS. TAUX ANNUEL DE 1,99%.

L'ENSEMBLE SPORT COMPREND :

- JANTES DE 15 PO EN ALLIAGE
- BECQUET ARRIÈRE
- ANTIBROUILLARDS

**GRATUIT**



## AVANTAGE FOCUS

| ÉCOLOGIE À BORD   |  | FORD FOCUS SE 2010            |
|-------------------|--|-------------------------------|
|                   | Cote de consommation mixte en ville et sur route <sup>23</sup> | 7,1 (41,5) (L/100km) (mi/gal) |
| INNOVATION À BORD | Radio satellite SIRIUS <sup>®</sup>                            | ✓                             |
|                   | Climatisation  | ✓                             |
|                   | Verrouillage électrique des portes                             | ✓                             |
|                   | Clé programmable MyKey (utile pour le contrôle parental)       | ✓                             |
|                   | Miroirs électriques chromés chauffants                         | ✓                             |
|                   | Vitres électriques   | ✓                             |
| SÉCURITÉ À BORD   | Freins antiblocage   | ✓                             |
|                   | Antipatinage   | ✓                             |
|                   | Contrôle électronique de stabilité                             | ✓                             |
|                   | Système de surveillance de la pression des pneus               | ✓                             |
|                   | Sacs gonflables latéraux / Rideaux gonflables latéraux         | ✓                             |
|                   | Assistance routière  | ✓                             |
|                   |  | 60 MOIS                       |

Sur route : 5,8 L/100 km (49 mi/gal)<sup>24</sup>  
En ville : 8,4 L/100 km (34 mi/gal)<sup>24</sup>

**1 000 \$<sup>+</sup>**  
**EN PRIME**

APPLICABLES

À DES OPTIONS, À DES ACCESSOIRES,  
À L'ACHAT OU À LA LOCATION

POUR LA PLUPART DES VOITURES, VUS ET MULTISEGMENTS FORD 2010.

+

**0%\***  
DE FINANCEMENT  
À L'ACHAT

JUSQU'À  
**60 MOIS**

SUR MODÈLES ESCAPE ET FOCUS 2010 SÉLECTIONNÉS.



BOÎTE AUTOMATIQUE



SYSTÈME DE NAVIGATION

CHOISISSEZ  
PARMI PLUS DE  
350 OPTIONS OU  
ACCESSOIRES



LECTEUR DVD  
AUX APPUIE-TÊTES



TOIT PANORAMIQUE VISTA



FORD FUSION SE 2010

ACHETEZ POUR

**18 799 \$<sup>†</sup>**

TRANSPORT DE 1 350 \$ EN SUS.



FORD ESCAPE XLT 2010  
AVEC MOTEUR 4 CYL.

ACHETEZ POUR

**20 499 \$<sup>†</sup>**

TRANSPORT DE 1 400 \$ EN SUS.



FORD MUSTANG 2010

OBTENEZ JUSQU'À

**4 000 \$<sup>‡</sup>**

EN AJUSTEMENTS  
DE PRIX SUR VERSIONS  
MUSTANG 2010 SÉLECTIONNÉES.

OFFRE PROLONGÉE JUSQU'AU 31 MARS



LES MEMBRES **COSTCO** REÇOIVENT

**1 000\$<sup>†</sup>** DE  
RABAIS ADDITIONNEL

CETTE OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE S'APPLIQUE  
SUR LA PLUPART DES VÉHICULES FORD 2010

CONSULTEZ [FORDCOSTCO.CA](http://FORDCOSTCO.CA) OU RENDEZ-VOUS  
CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD POUR TOUTS LES DÉTAILS.

RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD  
DÈS MAINTENANT POUR PERSONNALISER VOTRE VÉHICULE.



quebecford.ca



Montez à bord.

LES ACHETEURS AVISÉS LISSENT LES PETITS CARACTÈRES : \* Obtenez 0 % de financement à l'achat d'un des véhicules Ford 2010 neufs suivants : Focus (excl. la version SE) / Escape (excl. les versions avec moteur I4 et boîte manuelle, ainsi que la version hybride) pour un terme maximal de 60 mois; cette offre s'adresse aux particuliers admissibles sur approbation du crédit par Crédit Ford. Les acheteurs ne sont pas tous admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Par exemple, pour un montant de 20 000 \$ à l'achat financé à un taux de 0 % pendant 60 mois, les mensualités seront de 333,33 \$, le coût d'emprunt sera de 0 \$ et le montant total à rembourser sera de 20 000 \$. Un acompte peut être requis pour les offres de financement à l'achat selon l'approbation du crédit. † Offre en vigueur du 17 février 2010 au 30 avril 2010 (la « période du programme »). Achetez ou louez un véhicule Ford 2010 parmi les suivants : Focus, Fusion, Mustang (excl. la GT 500), Taurus, Escape, Edge, Flex, Explorer 4 portes, Expedition, Série E, Transit Connect et tous les modèles Lincoln (chacun un « véhicule admissible ») pendant la période du programme et obtenez jusqu'à 1 000 \$ en prime applicables à des accessoires d'origine Ford sélectionnés, à des options installées à l'usine, à l'achat ou à la location d'un véhicule admissible (l'« offre »). Le véhicule admissible doit être livré ou commandé à l'usine entre le 17 février 2010 et le 30 avril 2010. Les taxes s'appliquent au prix total du véhicule admissible (incluant les accessoires et les options installées à l'usine), avant la déduction de la valeur de l'offre. Cette offre est assujettie à la disponibilité des véhicules, des accessoires et des options installées à l'usine. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Cette offre se limite aux 1 000 \$ en prime applicables à des accessoires, à des options installées à l'usine, à l'achat ou à la location de la plupart des véhicules Ford 2010 neufs. Une seule offre peut être appliquée à l'achat ou à la location d'un véhicule admissible. Cette offre peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford Canada au moment de la commande à l'usine ou de la livraison (mais pas dans les deux cas). Cette offre peut être combinée au programme Connexion commerciale. Cette offre ne peut être combinée à l'assistance-compétitivité des prix, aux réductions de prix offertes aux gouvernements, aux primes à la location quotidienne, au programme de primes aux parcs commerciaux ou au programme de protection des encouragements. Le véhicule ne peut être livré chez et/ou commandé à l'usine par votre concessionnaire Ford Canada participant durant la période de l'offre. Cette offre n'est valable que chez les concessionnaires participants et est assujettie à la disponibilité des véhicules, et peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Une seule offre est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule admissible par membre admissible de Costco. Cette offre est transférable aux membres de la famille immédiate vivant dans le même foyer qu'un membre admissible de Costco. Cette offre peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford Canada, soit au moment de la commande à l'usine (le véhicule doit être commandé durant la période de l'offre, soit du 21 décembre 2009 au 31 mars 2010) ou au moment de la livraison, mais pas les deux. Cette offre s'applique aux véhicules admissibles et peut aussi être combinée aux offres inclusives du programme Connexion commerciale et, pour les clients admissibles, au programme d'encouragement pour PME. Pour les petits parcs automobiles dotés d'un NP valide, cette offre peut aussi être combinée au programme de primes aux parcs commerciaux. Cette offre peut être combinée au programme de location « tapis rouge », mais ne peut l'être à l'assistance-compétitivité des prix, aux réductions de prix aux gouvernements ou aux offres incitatives à la location quotidienne. Les clients peuvent soit convertir leur 1 000 \$ en acompte, soit l'obtenir sous forme de bon de réduction de la part de Ford Canada, mais pas les deux. Les taxes s'appliquent avant la déduction de 1 000 \$. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer moins cher. ‡ Marque déposée de Price Costco International, Inc. utilisée en vertu d'une licence.